

*l'Anti*capitaliste

N°106 | ÉTÉ 2019 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



LEÇONS DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES



LES VÉNÉZUÉLIENES ASPHYXIÉS
PAR L'IMPÉRIALISME ET LA GABEGIE
AUTORITAIRE DE MADURO



LA LUTTE DES FORD ET
LA POLITIQUE DU NPA



NOUVELLE VAGUE FÉMINISTE, THÉORIE
DE LA REPRODUCTION SOCIALE ET
CONSÉQUENCES STRATÉGIQUES

Sommaire

EDITORIAL

Julien Salingue

La construction de perspectives politiques passera par des victoires sociales **P3**

PREMIER PLAN

Julien Salingue Retour sur les élections européennes **P4**

Robert Pelletier 52e congrès de la CGT : l'immobilisme avant tout **P6**

Hocine Belalloufi Algérie : des événements exempts de toute dimension de classe ? **P8**

Pedro Huarcaya Les VénézuélienEs asphyxiés par l'impérialisme et la gabegie autoritaire de Maduro **P12**

DOSSIER

Julien Salingue Les Gilets jaunes : une mobilisation qui va marquer durablement la situation politique et sociale **P14**

Antoine Larrache La nature de classe des Gilets jaunes : indications pour les prochaines batailles **P16**

CorrespondantEs Mouvement des Gilets jaunes et expériences de convergence(s) **P24**

DÉBATS

Robert Pelletier, pour le NPA

La lutte des Ford et la politique du NPA : une réponse à Lutte ouvrière **P28**

ÉCOLOGIE

Daniel Tanuro L'effondrement des sociétés humaines est-il inévitable ? Une critique de la « collapsologie » **P32**

FÉMINISME

Aurore Lancereau Nouvelle vague féministe, théorie de la reproduction sociale et conséquences stratégiques **P34**

FOCUS

Régine Vinon Grève des urgences : trop c'est trop **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Photothèque rouge / Martin Noda.



Photothèque rouge / Martin Noda, Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yann Cézard, Laurent Ripart, Julien Salingue, Virginia de la Siega, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :

contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Ross Harrold

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société editrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 22

Fax : 01 48 59 23 28

Mail : rotoimp@wanadoo.fr

La construction de perspectives politiques passera par des victoires sociales

PAR JULIEN SALINGUE

Les élections européennes ont été lues, à juste titre, comme une défaite pour les forces politiques issues de la gauche. Le score de la France insoumise, inférieur à 7%, en est l'une des expressions les plus frappantes, qui n'a pas manqué de susciter discussions, débats, voire échanges de noms d'oiseaux, au sein du mouvement qui avait porté la candidature de Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle de 2017. Du « Big bang » porté par Clémentine Autain et Elsa Faucillon au « retour aux fondamentaux du populisme » défendu par certains membres de la garde rapprochée de Mélenchon, les idées, plus ou moins bonnes, fusent, mais l'essentiel des discussions se polarisent sur les prochaines échéances électorales, quand certainEs ne pensent pas déjà à la présidentielle de 2022. Autant dire que, même si toutes les discussions sont bonnes à prendre, a fortiori lorsqu'elles entendent transcender les clivages boutiquiers, les choses peuvent paraître mal engagées.

Car une chose est certaine : la construction du rapport de forces contre le patronat et ses zélés correspondants sur le champ politique et la reconstruction d'une perspective politique collective et émancipatrice ne pourront être le produit de discussions enfermées dans la vraie-fausse alternative

« abandonner la référence à la gauche vs revenir à la vraie gauche ». Les grandes absentes des débats consécutifs au scrutin européen sont en effet les mobilisations sociales, au premier rang desquelles le mouvement des Gilets jaunes, qui a été tout à la fois le principal vecteur de la polarisation politique et sociale de ces derniers mois et un rendez-vous manqué pour les principales forces de la gauche sociale et politique. Une mobilisation inédite, qui a fait couler des sueurs froides à certains, du côté de l'Élysée et de Matignon, et qui marquera durablement la situation sociale et politique.

Le mouvement des Gilets jaunes, de par sa composition sociale, ses contradictions, ses formes d'action, sa radicalité, mais aussi son rapport au mouvement ouvrier traditionnel, est en effet annonciateur des explosions qui ne manqueront pas de survenir dans la prochaine période, a fortiori dans la mesure où Macron et Cie n'entendent pas lever le pied dans leur agenda antisocial et autoritaire. Imaginer, ne serait-ce qu'un instant, qu'il serait possible de deviser plus ou moins paisiblement entre représentantEs de divers courants de la gauche sociale et politique, sans tirer les leçons du mouvement des Gilets jaunes et sans se poser la question de la préparation collective des mobilisations et explosions à venir, serait une faute majeure. Pire encore, ce serait

renforcer les tendances au décrochage entre les classes populaires et le mouvement ouvrier, chemin le plus court vers de nouvelles défaites sociales et politiques.

Toute discussion sur les perspectives sociales et politiques pour le camp des exploités et des opprimés ne peut faire l'impasse sur cette coordonnée essentielle de la situation : si les mobilisations existent, y compris sous des formes inédites comme cela a été le cas avec le surgissement des Gilets jaunes, cela fait désormais de longues années que nous subissons des défaites. Celles-ci, comme la division entre les organisations du mouvement ouvrier et la destruction des acquis sociaux et démocratiques, alimentent le recul de la conscience de classe, perceptible y compris dans le mouvement des Gilets jaunes qui, malgré ses

caractéristiques objectives, ne s'est pas pensé comme un mouvement du prolétariat.

Il est dès lors illusoire de penser qu'un rapport de forces moins défavorable pourrait être reconstruit contre le patronat et le gouvernement si l'on ne pose pas, en premier lieu, la question de la mise en mouvement, dans l'unité, de la classe pour obtenir les nécessaires victoires sociales. Ceux qui s'engagent dans des discussions polarisées par les prochaines échéances électorales, s'enferment dans une

stratégie de double défaite, politique et sociale. Idem pour ceux qui se focalisent sur les réponses organisationnelles, oubliant que ce sont les mobilisations sociales victorieuses qui produisent des décantations/recompositions à gauche, et pas l'inverse.

Pour le NPA il s'agit donc de proposer une méthode alliant action et discussion. Pour gagner contre Macron, la solution n'est certainement pas la fabrication du bon programme et du bon mecano électoral pour 2022, mais la construction d'une riposte sociale unitaire et massive pour mettre un coup d'arrêt à ses politiques libérales-autoritaires. C'est à la lumière de ces discussions tournées vers l'action et de leurs vérifications pratiques que les confrontations de points de vue quant aux perspectives politiques peuvent s'appuyer sur un support ayant un minimum de solidité. Il ne s'agit pas d'opérer une dichotomie entre politique et social : c'est même tout le contraire ! Il s'agit de refuser cette séparation et de défendre une idée simple : l'explosivité sociale est bien là, en témoignent les mobilisations aux urgences et dans l'éducation, sans oublier les Gilets jaunes, et la priorité de toute la gauche sociale devrait être d'œuvrer à la convertir en expériences de luttes collectives de masse victorieuses, seules à même d'éclaircir un horizon politique de plus en plus assombri.



Photothèque rouge / JMB

Retour sur les élections européennes

PAR JULIEN SALINGUE

Si Emmanuel Macron a échoué dans son pari de voir la liste LREM se classer en tête des élections européennes, il serait hâtif d'en conclure que les résultats globaux du scrutin sont une défaite en rase campagne pour le pouvoir en place. Car les votes du 26 mai, si on tente de les observer avec un peu de nuance, tout en tenant compte de l'abstention (près de 50%), qui confirme un large décrochage, notamment dans les couches populaires, vis-à-vis de la politique institutionnelle, montrent que Macron et les siens ont partiellement réussi leur pari, notamment celui consistant à construire une polarisation LREM-RN et à reléguer loin, très loin, tout autre prétendant aux responsabilités. Il serait évidemment exagéré de tirer des conclusions définitives du scrutin européen, notamment dans une période d'instabilité où les déplacements de voix peuvent être rapides, mais il n'en demeure pas moins que certaines tendances, pour le moins inquiétantes, se sont dégagées à l'occasion de ces élections.

Avec des scores de 6,19% pour le Parti socialiste et de 8,48% pour Les Républicains, la tendance déjà à l'œuvre lors de la présidentielle de 2017 se confirme, en se renforçant: les deux partis qui ont, au cours des dernières décennies, assuré l'alternance dans la gestion de l'État et des affaires de la bourgeoisie, s'effondrent. On se souviendra qu'en 2014, ces deux courants avaient réuni respectivement 13,98% et 20,81% des voix, lors d'un scrutin déjà remporté par l'extrême droite de Marine Le Pen. La France fait partie de ces nombreux pays dans lesquels les classes dominantes sont en recherche d'une représentation politique stable, et éprouvent de grandes difficultés à la trouver. Mais à l'échelle européenne, on peut relever la stabilité ou le retour de certaines formations «traditionnelles» (plus de 30% pour la social-démocratie dans l'État espagnol, une CDU-CSU allemande en recul mais tout de même aux alentours de 29%, le Parti populaire autrichien et le Parti social-démocrate d'Autriche aux deux premières places, etc.).

SEMI-ÉCHEC POUR MACRON

La 2e place de Macron est en effet, à bien des égards, un échec. À l'échelle des principaux pays européens, et à l'exception de la Grande-Bretagne, qui traverse

une crise bien spécifique, LREM est ainsi la seule formation politique détenant le pouvoir qui n'arrive pas à se classer première lors du scrutin. Une confirmation de la faiblesse de la base sociale et électorale de Macron, a fortiori dans la mesure où les premiers chiffres indiquent que LREM a considérablement «mordu» sur l'électorat traditionnel de la droite et donc, logiquement, et ce malgré le chantage au «rempart» face à l'extrême droite, perdu une partie significative de ses électeurEs de 2017. Selon les données disponibles, Macron ne retrouverait que 54% de ses électeurEs de 2017, contre 80% pour Le Pen et le Rassemblement national. Autant dire que l'instabilité demeure et que celui qui avait été vu en 2017, par d'importants secteurs de la bourgeoisie, comme une solution pour sortir de la crise des institutions de la 5e République, fait aujourd'hui partie du problème.

Mais, dans le même temps, les petits calculs de Macron et des siens ont réussi: en contribuant, par des politiques et des discours ultralibéraux et réactionnaires, à l'effondrement de la droite dite républicaine, et en installant l'extrême droite comme seule opposition crédible, Macron continue d'apparaître, pour les classes dominantes, comme le moins mauvais choix. Ce qui ne va pas manquer

de l'encourager à poursuivre ses contre-réformes et ses politiques autoritaires, en continuant d'affirmer qu'«il n'y a pas d'alternative»... sinon l'extrême droite. La porte-parole de LREM Aurore Bergé a ainsi pu déclarer, sans ciller, aux lendemains du scrutin: «*Les Français ont fait le choix de rompre avec le clivage entre la droite et la gauche. Et nous sommes les seuls capables de battre l'extrême droite. Aujourd'hui nous devons maintenir notre cap et notre cohérence.*» Les semaines qui ont suivi le scrutin le confirment: avec, entre autres, les annonces sur l'assurance chômage et sur les retraites, de nouvelles batailles se préparent. La gestion de la grève du bac et la répression maintenue contre, notamment, le mouvement des Gilets jaunes (avec par exemple les arrestations préventives du 14 juillet), indiquent en outre que la gouvernance autoritaire de Macron est installée.

LA MENACE RASSEMBLEMENT NATIONAL

Comme en 2014, c'est le Front national, devenu Rassemblement national, qui est arrivé en tête du scrutin européen. Le signe qu'un certain nombre de leçons n'ont pas été tirées et que ceux qui se posent comme «rempart» face à l'extrême droite ne font en réalité

qu'alimenter le développement des courants ultra-réactionnaires, ultra-autoritaires et racistes. Et si le FN/RN n'a pas « explosé » les compteurs, il serait particulièrement dangereux de penser que les européennes de 2019 n'ont été qu'une répétition des européennes de 2014.

Si l'on s'en tient aux chiffres, la baisse relative du score du FN/RN (23,31% en 2019, contre 24,86% en 2014) ne doit pas occulter le fait que, dans la mesure où la participation globale a augmenté (50,12% contre 42,43%), leur score en nombre de voix a lui aussi augmenté : 5 281 745 contre 4 712 461, soit plus de 500 000 voix gagnées. Et l'on n'oubliera pas en outre la multiplication des « petites listes » à l'extrême droite qui, de Dupont-Aignan à Renaud Camus en passant par Philippot ou l'Alliance royale (sic), font monter le score global des extrêmes droites à près de 30%. Ce qui, au vu du caractère outrancier (assumé) de certaines d'entre elles, est une forme de révélateur d'une dynamique d'ensemble particulièrement inquiétante.

Une augmentation en voix donc et, deuxième indice guère rassurant, la confirmation de la consolidation d'un électorat pour Le Pen et ses sbires : selon toutes les enquêtes, c'est en effet l'électorat du FN/RN qui est le moins volatil, avec un taux de fidélité supérieur à 80% et un degré de conviction (qui s'exprime notamment dans le moment de la prise de décision du vote) particulièrement élevé. Qui plus est, les caractéristiques sociales de cet électorat demeurent, ainsi que le rappelle Roger Martelli : « *Le vote du 26 mai a confirmé ce que l'on sait depuis quelques années et que les sondages annonçaient. Parmi ceux qui votent, un quart des employés, 40% des ouvriers, un tiers de ceux dont la formation est inférieure au bac, près d'un tiers des revenus les plus bas auraient choisi de voter pour la liste patronnée par Marine Le Pen*¹ ».

FACE AU DANGER DE L'EXTRÊME DROITE, LA GAUCHE AU PLUS BAS

Et ce n'est pas du côté de la gauche institutionnel que l'espoir est permis, avec un score cumulé historiquement bas, une chute vertigineuse de la FI et, dans les rapports de forces internes, un score cumulé FI-PC inférieur au score PS-Génération-s (8,8% contre 9,5%). Les seuls à sembler tirer leur épingle du jeu sont les écologistes, avec 13,47% des voix, ce qui confirme, malgré les dynamiques contradictoires au sein de l'électorat d'ÉELV,

que la gauche est au plus mal. Yannick Jadot, tête de liste ÉELV, n'a en effet eu de cesse de répéter durant la campagne que l'écologie qu'il défendait n'était « ni de droite ni de gauche », et qu'elle était compatible avec une économie de marché, recherchant, dans les semaines qui ont suivi le scrutin, des alliances avec des courants de droite. Des déclarations et des actes en complet décalage avec la radicalité qui s'exprime, notamment dans la jeunesse, sur les questions de justice climatique, et avec la compréhension que c'est bel et bien « le système » qu'il faut changer. Mais c'est toutefois ÉELV qui semble bénéficier des légitimes pré-occupations écologiques, ce qui démontre que des batailles restent à mener pour convaincre que l'écologie est incompatible avec le capitalisme.

À l'extrême gauche, le score de la liste de Lutte ouvrière (0,78%), pour laquelle le NPA avait appelé à voter, ne traduit pas de dynamique permettant d'espérer, en l'état actuel des choses, une inversion de la tendance. La campagne de LO, peu en phase avec les mobilisations concrètes et articulées autour d'un mot d'ordre très général de dénonciation du « grand capital », n'a probablement pas aidé, mais c'est avant tout la difficulté à construire des mobilisations victorieuses, redonnant de l'espoir et du crédit à l'idée de la possibilité d'un changement radical de société, qui permet de comprendre le manque de crédibilité des propositions des organisations anticapitalistes et révolutionnaires.

CONTRE À LA FAUSSE ALTERNATIVE MACRON-LE PEN

Au total, et même si les résultats du 26 mai traduisent des tendances bien réelles, on ne peut qu'être d'accord avec Barbara Stiegler : « *Les résultats sortis des urnes ne rendent absolument pas compte de tout ce qui s'est produit d'inouï, de complètement inédit dans notre vie politique depuis six mois. Où est le mouvement des Gilets jaunes dans les urnes ? Nulle part. Cette distorsion spectaculaire montre qu'il y a un dysfonctionnement majeur dans notre démocratie*² ». Un dysfonctionnement majeur qui, malgré ses jérémiades « anti-système », bénéficie aujourd'hui en premier lieu à l'extrême droite, dont les résultats témoignent d'un ancrage bien réel, entre autres dans les catégories populaires, même si c'est l'abstention qui domine toujours chez ces dernières. Le pouvoir et ses soutiens portent une responsabilité particulière

dans l'installation de l'extrême droite comme seule opposition « crédible » à Macron et LREM. La campagne a ainsi été le théâtre d'un petit jeu, particulièrement dangereux, consistant à valider les propositions et les postures du Rassemblement national et de Marine Le Pen, jusqu'à la nausée. On pense ainsi par exemple au premier « grand débat » organisé par France 2 et France Inter le 4 avril, en présence de 12 candidatEs, au cours duquel les éditorialistes étaient à l'unisson. Quel premier thème pour un tel débat, en plein mouvement des Gilets jaunes ? « *La vaste question des frontières, de la souveraineté, de l'immigration, de la défense et de la gouvernance européenne* », selon les termes d'Alexandra Bensaïd, matinalière de France Inter. Et comment cette « vaste question » se pose-t-elle ? « *Alors il y a les modérés comme vous, Nathalie Loiseau, qui parlent simplement d'une remise à plat de Schengen, et puis il y a des radicaux qui veulent tout simplement en sortir* », selon Nathalie Saint-Cricq, responsable du service politique de France 2. La belle alternative que voilà. Co-construction du « duel » Macron-Le Pen, relégation des thématiques sociales au profit des obsessions du Rassemblement national, accompagnement et légitimation de la normalisation/responsabilisation de l'extrême droite : une dynamique globale qui a considérablement pesé sur la campagne, pour le plus grand bonheur des deux meilleurs ennemis Le Pen et Macron. Il ne s'agit pas ici de tout réduire aux résultats des élections, qui ne sont bien évidemment qu'une traduction très déformée des rapports de forces politiques, sociaux et idéologiques, a fortiori lorsque près d'unE électeurE inscrit sur deux ne s'est pas déplacé pour voter.

Néanmoins, les élections du 26 mai sont sans contestation possible un avertissement : sans mobilisation sociale d'ampleur débouchant sur une ou des victoires et sans construction d'autres perspectives, autour d'un projet émancipateur, que la vraie fausse alternative Macron-Le Pen, ces élections européennes pourraient s'avérer être une répétition générale de la présidentielle de 2022, avec l'hypothèse du pire. □

(1) Roger Martelli, « Après les européennes, la crise s'épaissit », regards.fr, 27 mai 2019.

(2) « Barbara Stiegler : "Ce scrutin ne rend pas compte de ce qui s'est produit d'inouï en six mois" », liberation.fr, 27 mai 2019.

52^e congrès de la CGT : l'immobilisme avant tout

PAR ROBERT PELLETIER

Ce 52^e congrès confédéral de la CGT se plaçait dans un contexte particulièrement délicat. Le 51^e congrès de Marseille venait dans la foulée de l'« affaire Lepaon », et se déroulait dans un contexte de mobilisation sociale importante (loi travail) dans laquelle la CGT jouait un rôle moteur. Le tout avait permis à la direction confédérale et à Philippe Martinez de conforter leurs positions. Rien de tel à Dijon pour le 52^e congrès.

Il s'agissait du premier congrès après la rétrogradation de la CGT au second rang dans la mesure de la représentativité au travers des élections professionnelles. Même si ce résultat ne bouleverse pas le rapport des forces sur le terrain, notamment en matière de capacité de mobilisation, il rend visible une érosion aux causes multiples. Modifications de l'appareil industriel, économique, entraînant un affaiblissement et la désagrégation des repères collectifs, qui touchent plus particulièrement la CGT, pour laquelle ses secteurs d'implantation traditionnels sont les plus touchés. Phénomènes aggravés par la réduction à minima du secteur public, avec souvent l'« accompagnement » d'une CGT suiviste par rapport au PCF. Un affaiblissement confirmé par la baisse du nombre d'adhérents à 653 000 membres (- 43 000 entre 2012 à 2017). Un congrès qui se déroulait dans le nouveau contexte pour les institutions représentatives du personnel,

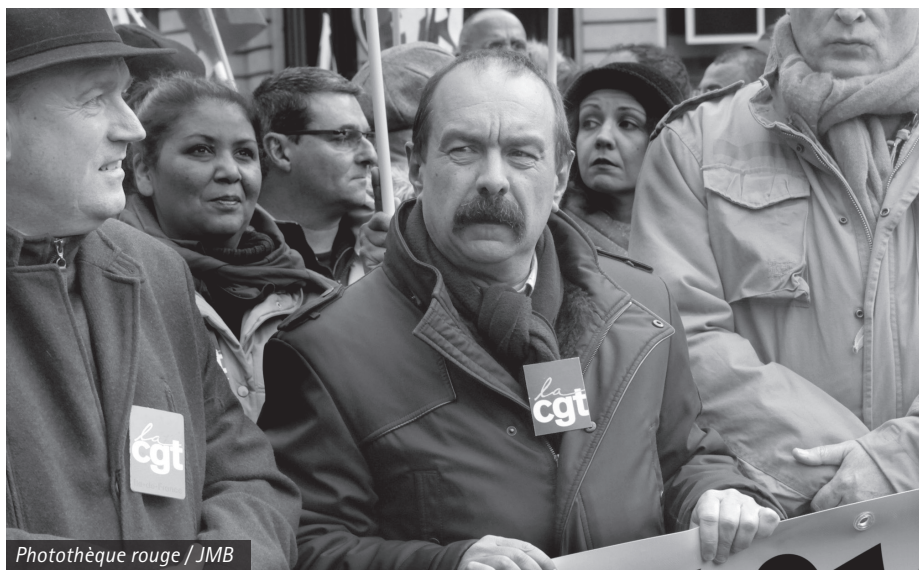
considérablement affaiblies par les lois El Khomri et Code du travail Macron, venant après les régressions mises en œuvre par Sarkozy, Rebsamen, etc. Des bouleversements qui accaparent une grande part de l'activité des militants syndicaux depuis des mois. Les conséquences, outre la perte des moyens avec un nombre total d'élus salariés « protégés » qui aura chuté de 700 000 à 500 000 d'ici à la fin de l'année, seront l'aggravation du repli sur l'entreprise, au détriment de l'interprofessionnel, et la concentration entre moins de militants des moyens d'activité encourageant l'accroissement de la délégation de pouvoir et de la « fonctionnarisation », de la bureaucratisation notamment dans les grandes entreprises. Et la considérable perte de moyens en matière de santé et sécurité au travail avec la quasi disparition des CHSCT. Enfin, le congrès s'est déroulé dans le contexte de la mise en porte-à-faux du syndicalisme par le mouvement des Gilets jaunes.

D'énormes difficultés à rejoindre, à renforcer ce combat qui renvoient à la mise en cause à la fois des stratégies du syndicalisme, de ses modes d'action et aux réalités de son implantation.

UN CONGRÈS (EN)CADRÉ

Un congrès confédéral de la CGT, c'est 1000 délégués, 500 invités syndicalistes, sociologues, responsables politiques, animateurs de stands de cabinets d'experts en matière économique, de sécurité du travail, de mutuelles, des maisons d'éditions « amies », des spectacles mais aussi des stands d'entreprises comme EDF-GDF. L'occasion de montrer que si, comme l'a dit Laurent Berger, « le syndicalisme est mortel », la CGT n'est pas à l'agonie. Mais c'est aussi un document d'orientation de près de 100 de pages avec 551 points de discussion. Un document lu, discuté, peut-être, par quelques centaines (milliers ?) de militants. 2300 amendements portés par plus de 200 syndicats. Autant dire que les débats d'un congrès sont très loin de traverser l'ensemble du corps militant. D'autant plus que, pour ce congrès, aucune discussion préparatoire n'a été organisée, à l'exception de la tournée de Martinez dans de multiples structures. Un face-à-face base/secrétaire général ressemblant fort à la tournée de Macron à l'occasion du grand débat-grand bla bla.

Pour la direction, l'objectif est de faire valider sur la place publique ses orientations, ses objectifs organisationnels. Pour limiter les risques, le tri des délégués est soigneusement organisé grâce aux filtres que constituent les fédérations et les unions départementales. Ceci permet d'approcher les



Photothèque rouge / JMB

quotas fixés pour les jeunes, les IngénieurEs, cadres et technicienEs (ICT), les femmes, et avec un ticket d'entrée facilité pour les « primo-déléguéEs » dans une proportion de 80 % à Dijon. Et de laisser une place limitée aux éventuelLes opposantEs. En fait, en raison notamment du refus de structurer les débats en amont avec la possibilité de regrouper contre-propositions et amendements, les discussions partent un peu dans tous les sens, avec des votes sur des points souvent très partiels, au gré de la volonté de certainEs de maintenir des amendements... et du bon vouloir de la tribune de les mettre au vote.

DES CRISTALLISATIONS SECONDAIRES

Face au constat, partagé, d'affaiblissement de la CGT, les directions confédérales successives continuent de proposer les mêmes réponses, refusant pour l'essentiel de reconnaître des erreurs dans les orientations et les modalités d'action. Et, en panne de projet politique depuis les prises de distances et l'affaiblissement du PCF, elles tentent d'y substituer le « Nouveau statut du travail salarié » et la « Sécurité sociale professionnelle », imaginés depuis 2006 pour répondre aux vagues de licenciements et à la précarisation des emplois, des luttes qui enregistrent plus d'échecs que de succès. Avec en complément la remise en cause des structures. Faute d'une réelle organisation des réflexions, les points qui font débat, cristallisent des tensions et des votes ne sont pas nécessairement au centre des véritables enjeux. Par exemple, en ce qui concerne la stratégie des luttes, ni la contestation des journées « saute-mouton », ni le bilan de la mobilisation des cheminotEs, ni les difficultés rencontrées dans les relations avec le mouvement des Gilets jaunes ne font l'objet d'échanges structurés. Au bout du compte, le débat ne se cristallise vraiment que sur un seul point, le syndicalisme rassemblé. Un hochet partiellement écarté lors du 51e congrès et remis à l'ordre du jour à Dijon. Tout débat sur l'unité dans l'action est en fait plombé par l'hostilité que suscite la CFDT. Mais rien n'émerge sur la stratégie à mettre en œuvre pour élargir les mobilisations, les coordonner, gagner. Même le remplacement du « syndicalisme rassemblé » par « l'unité d'action sur la base des revendications », accepté à Marseille en 2016, est repoussé par la direction. Une autre

cristallisation des débats a lieu sur la question du syndicalisme international. Un débat largement plombé lui aussi par les positionnements de la CFDT dont le secrétaire général Laurent Berger était annoncé comme futur président de la CES. Un débat à faible enjeu dans la mesure où tant la FSM que la CSI accueillent en leur sein des syndicats peu fréquentables et ne sont pas vraiment des outils de coordination des luttes au niveau international. Certes la coordination, l'impulsion de mobilisations à l'échelle internationale dans le cadre de la mondialisation capitaliste sont indispensables, ne serait-ce que contre la répression. En fait, c'est l'acharnement de la direction à refuser l'amendement proposant l'ajout de la FSM, à la suite de CES et de la CSI comme organisation avec lesquelles la CGT doit « *rechercher constamment l'échange et l'unité* », qui a mobilisé le congrès en soutien aux syndicats pro-FSM. Le troisième point de fixation s'est cristallisé dans le débat sur les structures. Pourtant Martinez avait, là aussi, tenté de déminer le débat en rendant hommage à l'action des unions locales. Sur ces questions, le débat est récurrent depuis plus de 10 ans. Réduction drastique du nombre de fédérations, mise sous tutelle des UD et des UL par des comités régionaux non élus, contournement des UL par les syndicats de zone, de site, autant de modifications qui reviennent dans les débats à chaque congrès et sont repoussées notamment par le refus d'une majorité de grosses fédérations de céder prérogatives et moyens. Pourtant l'enfermement du syndicalisme sur un seul lieu de travail, engagé par la reconnaissance du syndicat dans l'entreprise en 1968, arrive à un point d'extrême nocivité avec les récentes réformes El Khomri-Macron qui placent la plupart des négociations au niveau de l'entreprise. Dans ce débat, lui aussi nécessaire, la direction confédérale a dû renoncer à soumettre au vote la proposition de mise en place accélérée des comités régionaux censés chapeauter les UL et les UD jugées politiquement incertaines, craignant de subir un nouvel échec.

DES CONTESTATIONS IMPORTANTES

Ainsi, faute de droit d'organisation des débats, les oppositions à la ligne confédérale se concrétisent autour de votes qui ne sont pas vraiment au cœur des enjeux. Les votes traditionnels (rapport d'activité, orientation) se maintiennent

de congrès en congrès autour de 60% pour, 30% contre et 10% d'abstention, cette dernière n'étant pas prise en compte dans les résultats officiels. Sachant qu'il faut considérer, en regardant ces chiffres, le mode d'« *élection* » des déléguéEs et les modalités de la prise en compte des votes (seuls les contre et les abstentions doivent être dument justifiés, tout le reste étant « pour » !), contrôlés par les responsables de délégations (qui ne sont pas, elles et eux, des primo-déléguéEs). De la même façon, pour l'élection à la Commission exécutive confédérale, la direction a réussi à repousser les candidatures non officielles. Les contestations, dans l'impossibilité de mises en commun, sont issues essentiellement d'UD (Bouches-du-Rhône, Nord, Val-de-Marne) et de fédérations (chimie, agro, construction) auxquelles peuvent se joindre sur certains thèmes d'autres structures, affichent une radicalité dont l'efficacité n'est pas toujours évidente. L'adhésion à la FSM de certaines structures, le faible impact de la manifestation du 27 avril ne suffisent pas à tracer une autre orientation permettant au mouvement syndical de renverser la tendance dominante d'échec des mobilisations.

LES VRAIES BATAILLES SONT DEVANT NOUS

Si, globalement, les interventions combatives, radicales, voire critiques, ont été plébiscitées à l'applaudimètre, et si la déclaration finale donne une tonalité « gauche » au congrès, c'est le statu quo qui prévaut. Même si de réelles évolutions sur les questions féministes, LGBT ou l'antiracisme, voire l'écologie, sont perceptibles. Dans de nombreuses entreprises, les militantEs CGT apparaissent clairement comme celles et ceux qui se battent contre le patron, pour défendre les salariéEs. L'insistance avec laquelle les médias se désolent (ou se félicitent) de l'impossibilité pour Martinez de réduire ses oppositions et de pouvoir assumer pleinement le dialogue social montrent que ce syndicalisme-là est encore un outil de lutte. Dans les mois qui viennent, la possibilité de succès des mobilisations sur les retraites, l'assurance chômage, contre le démantèlement des services publics et aussi contre la répression, seront des échéances plus importantes qu'un congrès confédéral. Pas sûr que le 5e congrès CGT en ait été la meilleure préparation. □

Algérie : des événements exempts de toute dimension de classe ?

PAR HOCINE BELALLOUFI*

Décliné sous différentes variantes (nationaliste, islamiste, laïque, démocrate, voire « de gauche »), le discours dominant nie l'existence en Algérie du capitalisme et des classes sociales caractéristiques de ce mode de production. Les événements politiques que nous vivons seraient exempts de toute dimension de classe.

S' appuyant sur une lecture du *Capital* de Karl Marx et des manuels d'économie politique, ou sur une simple comparaison d'avec le fonctionnement actuel des pays capitalistes développés, beaucoup d'intellectuels, de politiques, de journalistes – et de citoyenEs à leur suite – concluent que l'Algérie n'est « même pas » un pays capitaliste. Ils le regrettent d'ailleurs en considérant que l'instauration du capitalisme représenterait « déjà un immense progrès ».

UN PAYS CAPITALISTE DOMINÉ

Pourtant, dans ce pays dominé qu'est l'Algérie, le capitalisme ne pouvait en aucun cas ressembler au mode de production abstrait décrit par les classiques du marxisme, ni au capitalisme dominant tel qu'il existe aujourd'hui dans les pays du G7. Le caractère particulier de la phase de développement capitaliste en Algérie (processus d'accumulation primitive privée) a forgé et continue forcément de forger une structure de classe particulière avec ses pratiques propres et des formes de conscience de classe originales. Tel est l'aspect spécifique du développement capitaliste qui constitue, lui, l'aspect universel du développement de la formation sociale algérienne depuis 40 années.

Dans ces conditions, tout ce que nos partisans d'un capitalisme abstrait idéalisé détestent et rejettent comme non capitaliste constitue justement notre capitalisme réel, celui d'un pays dominé avec sa corruption généralisée, sa bourgeoisie atrophiée, compadore et délinquante, une classe ouvrière décimée par la désin-

dustrialisation du pays consécutive à l'*infitah* (« ouverture » aux capitaux privés) en cours depuis 1980, le choix de privilégier le commerce et l'import au détriment de l'industrie, la mono-exportation d'hydrocarbures, l'évasion fiscale et l'exportation de capitaux, la spéculation...



Telle est l'histoire réelle du développement capitaliste dans notre pays. On comprend qu'elle ne plaise pas, mais elle ne relève nullement d'une déviance normative car, s'il existe des exemples de développement capitaliste, il n'existe pas, sauf chez les experts-idéologues du FMI, de la Banque mondiale..., de modèle unique prêt à l'emploi. Le capitalisme domine à l'échelle mondiale mais ses formes concrètes varient d'un pays à l'autre, en fonction de

l'histoire de l'articulation de ce mode de production avec ceux qui l'ont précédé, des formes de son insertion dans un capitalisme mondial polarisé entre pays dominants et pays dominés, de la formation spécifique de ses classes et fractions de classes par le biais de l'économie et de la lutte des classes, de la forme et du rôle originaux de l'État...

L'Algérie est bien un pays capitaliste dominé dont la configuration est le produit d'une histoire concrète. Aujourd'hui, elle se compose (de manière approximative) d'une majorité écrasante de salariéEs (plus de 70%) actifs, au chômage ou retraitéEs, d'une petite bourgeoisie traditionnelle et nouvelle (autour de 20%) et d'une minorité bourgeoise (entrepreneurs, importateurs, gros commerçants...) ainsi que de gros propriétaires terriens (moins de 10%). Et la lutte actuelle est bien, au sens universel mais dans les conditions spécifiques du pays, une lutte de classes.

« VOUS VOUS ÊTES GAVÉS DES RICHESSES DU PAYS »

Lorsque les masses populaires investissent la rue en criant aux tenants du pouvoir « *Vous vous êtes gavés des richesses du pays* », elles signifient qu'une infime minorité a dépossédé la majorité de ce qui lui appartenait formellement par le biais de la propriété publique des moyens de production. Le peuple a pu observer que les positions de pouvoir, ou à proximité de celui-ci, ont permis l'obtention illicite de capitaux (argent) et l'accumulation privée, c'est-à-dire l'acquisition de moyens de production par une fraction minoritaire de la société et la chute, pour la majorité, dans la condition de prolétaires ne disposant

que de leur force de travail pour vivre. Ce processus de dépossession, au profit du capital algérien mais aussi, et de plus en plus, à celui du capital international, n'est pas achevé et fait au contraire l'objet d'une intense lutte qui oppose les travailleurEs au pouvoir, mais qui traverse également l'appareil d'État comme on a pu l'observer avec l'incapacité à ce jour de privatiser certains secteurs stratégiques comme celui des hydrocarbures (loi Khelil), ou la récupération par l'État du complexe sidérurgique d'El Hadjar

cord entre Anadarko et Total, qui permettrait au groupe français de posséder près de la moitié de la production nationale de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de schiste, si l'on ajoute ce contrat à son actuel capacité de production. Là aussi, l'État semble avoir décidé de faire jouer son droit de préemption avant de se rétracter. Affaire à suivre...

Ainsi, bien que dissimulés, les enjeux de classe sont bien présents dans les luttes politiques quotidiennes.

algérien des années Bouteflika est factice, peu éthique et proche de la délinquance. » Ne s'arrêtant pas à ce jugement de valeur, il précise, plus objectivement : « *La bourgeoisie algérienne liée au système de pouvoir n'est pas arrivée à créer une économie.* »

Reprochant à Bouteflika de n'avoir pas permis « *le développement d'un business des médias* » qu'il empêche encore en 2019, le chroniqueur explique : « *Dans un pays capitaliste "normal", la bourgeoisie investit tous les secteurs d'activité qui*



DR

bradé au capital international (Arcelor Mittal) qui l'a totalement déstructuré avant de le revendre au prix fort à la puissance publique. Ce tour de passe-passe a donné le temps à des groupes étrangers (le turc Topsyali à Bethioua, le groupe Qatar international à Bella-ra...) de construire de nouveaux complexes sidérurgiques, publics mais insérés dans des chaînes de production internationale dont la maîtrise échappe totalement à l'Algérie. Rappelons en décembre 2018 la vente par le groupe privé espagnol Grupo Villar Mir de ses parts dans le groupe Fertial, anciennement société étatique dénommée Asmidal, au profit du groupe Haddad, vente qui, grâce à la mobilisation des travailleurEs, fut annulée in extremis par l'État, qui fit jouer son droit de préemption. Un scénario identique se répète aujourd'hui avec l'ac-

LES AMBITIONS ENTRAVÉES DE LA BOURGEOISIE ALGÉRIENNE

Parmi les partisans du capitalisme, il existe quelques analystes réalistes et lucides de la conjoncture et de ses enjeux. C'est le cas d'un chroniqueur qui analyse, de manière symétrique à la vision des socialistes, la réalité en termes de classes et de luttes des classes. Dans une chronique hebdomadaire publiée peu de temps avant le soulèvement du 22 février¹, El Kadi Ihsane porte un regard extrêmement critique sur le capitalisme algérien actuel à partir d'un exemple révélateur à ses yeux, celui de l'échec de l'investissement de l'ETRHB² dans le football et les médias. Et il prononce en conclusion un réquisitoire sans concession sur la réalité du capitalisme algérien, de la bourgeoisie et de son État.

Le comparant au capitalisme tunisien, El Kadi explique « *combien le capitalisme*

peuvent élargir le cycle du capital et son influence sur la société en vue de la reproduction de sa position dominante. L'État, en fait son État, le lui permet. Il régule, fait semblant de veiller à l'équité dans la concurrence, mais au final, lui cède le soft power de l'influence. »

Et de comparer la situation entre le pays de l'ancien colonisateur et le nôtre : « *En France, les principaux médias sont détenus par une dizaine de milliardaires, qui souvent gagnent de l'argent dans la filière et contrôlent la production de l'information et la formation des opinions. En Algérie, les capitalistes proches du clan présidentiel n'ont pas réussi à le convaincre de laisser faire la même chose.* »

S'il met en exergue la responsabilité du



pouvoir et des capitalistes qui lui sont proches dans cet état de fait, El Kadi n'omet pas de préciser, de manière extrêmement lucide, que « *cela est surtout symptomatique de la faiblesse politique de la bourgeoisie algérienne à l'abri d'un régime politique qui ne peut pas lui garantir une consolidation de son statut face au retournement, toujours éruptif, des opinions populaires.* »

Regrettant le monopole de la télévision publique algérienne sur la diffusion des rencontres de championnat, qui « *constitue une éviction de revenus pour les investisseurs dans le football* », alors que les droits d'image représentent l'une « *des principales sources de revenus des clubs professionnels dans le capitalisme "normal"* », le chroniqueur note que ce fait « *renseigne sur le retard de l'écosystème du business algérien qui ne sait pas créer les marchés de son développement quand l'Etat, formaté par les années Bouteflika, se bloque.* »

Et El Kadi de conclure avec dépit : « *La bourgeoisie algérienne ne produit pas de soft power. Elle ne fait pas rêver le peuple. Celle qui importe, se cache. Celle qui développe du service se positionne discrètement, celle qui investit dans l'industrie attend son heure. Mais aucune ne pèse sur l'histoire. Elle n'a collectivement même pas été en mesure de produire de vrais oligarques. Pour conduire son supposé pouvoir politique à élargir historiquement le cercle du profit.* » Un pouvoir qu'il assimile, en ce qui concerne l'ère Bouteflika, à « *des années du business d'apartheid sans dessein national.* »

Cette chronique d'El Kadi, comme c'est souvent le cas chez lui, tente d'éveiller la conscience de classe des capitalistes algériens par une lecture des contradictions et enjeux sociaux objectifs et subjectifs de la société. Il évoque tour à tour les conditions forcément non éthiques de l'accumulation primitive du capital, les récriminations de la fraction capitaliste ultralibérale à l'égard d'un pouvoir accusé d'avoir mené un business d'apartheid alors même, rappelle-t-il non sans une pointe de cynisme, que le rôle de l'État capitaliste « normal » est d'être faussement neutre, mais en réalité au service de la bourgeoisie. Récrimination également à l'égard de la fraction liée au régime Bouteflika, jugée incapable de peser sur le pouvoir pour élargir le cercle de



DR

ses profits et assurer la reproduction de sa position dominante. Plus globalement, il explique à sa manière la crise d'hégémonie de la bourgeoisie algérienne incapable de faire rêver le peuple en lui offrant un « dessein national » et de se doter d'un pouvoir à même de « *lui garantir une consolidation de son statut face au retournement, toujours éruptif, des opinions populaires.* » C'est incontestablement un brillant et lucide analyste que le courant marxiste d'Algérie a perdu, le jour où El Kadi est passé dans le camp d'en face.

C'est donc à la lumière de tous ces enjeux de classes que l'on peut tenter de comprendre la tactique des différentes forces sociales et les recompositions politiques qui risquent de se produire dans les mois et années à venir.

LES VELLÉTÉS RÉVOLUTIONNAIRES DE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie algérienne est faible, divisée, en proie à une crise d'hégémonie. Alors qu'elle est la classe dominante, elle ne tient pas encore les appareils d'État. C'est à leur conquête que sa fraction ultralibérale, entrée en opposition, est partie depuis plusieurs années, afin de se libérer du carcan historique que font peser sur elle des appareils d'État encore aux mains d'une petite-bourgeoisie dont l'histoire reste marquée par la révolution algérienne d'avant et d'après l'indépendance. Une petite-bourgeoisie qui refuse de passer brutalement à l'économie de marché, de s'insérer « à pieds joints » dans le capitalisme global en position subalterne et de se soumettre totalement à l'ordre impérialiste régional. L'enjeu es-

sentiel pour la bourgeoisie privée menée par sa fraction ultralibérale est de passer du statut de classe dominante à celui de classe gouvernante.

Après avoir longtemps et instamment, mais sans résultat, demandé au pouvoir de se mettre directement à leur service, les hommes d'affaires, dont nombre d'anciens militaires, ont progressivement investi les appareils d'État : au moyen de l'achat de charges publiques (maires, députés...) par le biais des partis de la coalition présidentielle (FLN, RND, MPA, TAJ³...), mais aussi de l'opposition ultralibérale (Talaie El Hourriyet, MSP, RCD⁴...) ; par l'investissement massif dans les médias privés (presse écrite, télévisions privées et web radios...) mais aussi, de plus en plus, publics, ainsi que par la mise en place de relais (associations, think-tanks...). Ils se sont organisés dans des syndicats et associations patronales de plus en plus puissantes afin d'imposer leurs intérêts à l'exécutif. Mais celui-ci les a domptés rapidement en reprenant en main leur organisation phare (FCE) dont l'ancien président Réda Hamiani fut dégommé par un « coup d'État scientifique » dont le pouvoir a le secret. Quelques dissidents, à l'instar d'Issad Rebrab (Cevital), se sont repliés sur la gestion de leurs affaires en attendant des jours meilleurs, pendant que la majorité décidait d'accompagner le pouvoir dans l'espoir de peser progressivement sur ses orientations. Les deux tactiques ayant échoué, ce qui n'a pas entravé pas outre mesure son développement massif et la croissance de sa puissance financière et de sa capacité de pénétration dans les institutions, la fraction opposante est entrée, à l'instar du patron de Cevital, dans une opposition de plus en plus active, tentant de mobiliser la rue au cours des deux dernières années avant de monter dans le train du mouvement du 22 février pour « en finir avec le régime actuel ». Le pouvoir réel, celui de la très haute hiérarchie militaire, a fini par les mettre tous d'accord en envoyant les représentants des différentes fractions de cette bourgeoisie en prison ! Cela est très symbolique de l'échec politique de la bourgeoisie algérienne. Mais cet échec n'est sans doute que provisoire car le pouvoir actuel, relié par mille et un fils invisibles, mais aussi visibles, aux détenteurs de capitaux, et n'ayant pas de projet alternatif au développement capitaliste, ne pourra finalement que passer la main, tôt ou tard, aux représentants politiques de cette bourgeoisie ascen-

dante. Ce processus interviendra-t-il par le biais d'une révolution ? Le pouvoir réel consentira-t-il finalement à négocier le passage de témoins aux représentants politiques du nouveau capitalisme algérien ? Tels sont les enjeux actuels qui devraient logiquement pousser le pouvoir et son opposition bourgeoise à trouver un compromis au sommet menant à des réformes politiques limitées suivies d'une élection présidentielle qui verrait le nouveau Premier magistrat du pays disposer d'une légitimité lui permettant enfin de réaliser les réformes économiques et sociales structurelles tant désirées, mais toujours insuffisamment réalisées. La bourgeoisie se méfie en effet comme de la peste du « *retournement, toujours éruptif, des opinions populaires* »⁵. C'est justement au nom de ce scénario, probable bien que non inéluctable, que certains marxistes se refusent à soutenir le mouvement populaire qu'ils réduisent au rôle peu glorieux de Cheval de Troie de la bourgeoisie. Aucun marxiste, et certainement pas Lénine, n'ont caché le fait que l'instauration d'un régime démocratique bourgeois servait les intérêts de la bourgeoisie. Mais ils ont relevé que ce régime était également profitable au prolétariat en facilitant, d'une part, son organisation en classe indépendante et, d'autre part, en faisant émerger à ses yeux la contradiction qui l'oppose à la bourgeoisie, alors que cette contradiction reste masquée tant que la question démocratique n'est pas résolue. C'est exactement ce qui s'est passé en Tunisie où

les travailleurs peuvent lutter et s'organiser plus librement que sous la dictature de Ben Ali et où les enjeux de classes sont passés au premier plan de la conjoncture : modèle de développement, conditions de vie et de travail, chômage, inflation, étranglement financier par les prêts du FMI, des USA, de l'UE et des monarchies du Golfe... Dans ces conditions, la tâche des partisans du socialisme n'est pas de se détourner du combat démocratique et encore moins de l'opposer au projet anticapitaliste, mais de les lier tous deux au contraire dans un processus ininterrompu et, pour ne froisser personne, appelé à passer par des phases. □

* Hocine Bellaoufi est journaliste et militant du PST basé à Alger. Cet article constitue la seconde partie d'une longue étude récemment publiée sur la revue Contretemps-web, sous le titre « Algérie, vers le point de non-retour ? » : <https://www.contretemps.eu/algerie-point-non-retour/>

(1) El Kadi Ihsane, « Youcef Goucem-Ali Haddad, l'autre épisode dramatique du capitalisme algérien », La Semaine éco, El Watan économique du 4 février 2019.

(2) L'ETRHB (Entreprise des travaux routiers, hydrauliques et du bâtiment) est le groupe privé de Ali Haddad, l'ancien Président du Forum des chefs d'entreprise (FCE, patronat algérien), actuellement emprisonné.

(3) Front de libération nationale, Rassemblement national démocratique, Mouvement populaire algérien, Tajamou Amel El-Djazair (Rassemblement Espoir de l'Algérie).

(4) Avant-garde des libertés, Mouvement de la société pour la paix, Rassemblement pour la culture et la démocratie.

(5) El Kadi Ihsane, *op. cit.*



Les VénézuélienEs asphyxiés par l'impérialisme et la gabegie autoritaire de Maduro

PAR PEDRO HUARCAYA

Depuis plusieurs années, le Venezuela s'enfoncé dans une crise économique sans précédent. Depuis le début de l'année, cet effondrement se double d'une crise politique et de l'affrontement entre deux présidents concurrents, Nicolás Maduro et Juan Guaidó. Pour la population, la vie quotidienne devient de plus en plus insoutenable. Comment sortir de cette crise ?

Le 23 janvier 2019, Guaidó, président de l'Assemblée nationale, contrôlée par l'opposition, s'est auto-proclamé président de la République par intérim, sur la base d'un article de la Constitution qui stipule pourtant qu'il aurait fallu que le chef de l'État ait quitté le pouvoir. Cela ne correspond évidemment pas à la situation : Maduro demeure le président effectif du Venezuela et l'auto-proclamation de l'opposition est clairement anticonstitutionnelle. Cependant, Maduro manipule également la Constitution. Sa victoire lors de la dernière élection présidentielle de mai 2018 a été entachée de graves irrégularités. Une grande partie de l'opposition a boycotté le scrutin. La population, désarmée face à une situation sociale dramatique et ne voyant aucune issue positive dans ce processus électoral, s'est abstenue massivement (54 %, un niveau sans précédent au Venezuela pour une élection de ce type). Quoi qu'il en soit, la querelle n'est pas juridique, elle est politique.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE APOCALYPTIQUE

Si l'opposition s'est permis un tel coup de force, c'est parce qu'elle sait Maduro en position de faiblesse, non seulement d'un point de vue démocratique mais également en raison de l'effondrement économique. Depuis un siècle, le pays est dépendant du pétrole et connaît des cycles d'abondance et de crise au gré des fluctuations des cours du brut. La baisse du prix du baril, à partir de 2014, a eu des conséquences d'autant plus désastreuses que la production quotidienne s'est effondrée de 3 millions de barils en 2014 à moins d'un million au-

jourd'hui. Cette crise a eu une ampleur particulière parce qu'elle se conjugue avec un effondrement de la monnaie de 99,99 %. Le détournement du taux de change par des multinationales et la « bolibourgeoisie » liée au gouvernement, avec la complicité de l'exécutif, est une cause majeure de l'écroulement de la devise vénézuélienne qui a des conséquences dramatiques : les importations de produits agricoles et de médicaments s'effondrent et les prix s'envolent. L'hyperinflation devrait atteindre 10 000 000% (!) en 2019. 3,9 millions de VénézuélienEs seraient partis à l'étranger chercher des conditions de vie plus dignes. En outre, en mars, la vie quotidienne a été aggravée par des pénuries d'électricité récurrentes dans l'ensemble du pays, quelques fois plusieurs jours consécutifs ; puis, un risque de manque d'essence plus récemment. Dans une conjoncture aussi apocalyptique, les deux dirigeants recherchent le soutien des militaires. Si l'armée a une telle importance à leurs yeux, c'est parce que Maduro lui a accordé de plus en plus de pouvoir à mesure que le sien s'amenuisait. Un tiers des ministres est issu de ses rangs, principalement dans le secteur économique. De nombreuses entreprises publiques sont sous le contrôle des militaires, dont PDVSA, la puissante firme pétrolière, affaiblie mais principale source de richesses. Si les hauts gradés ont intérêt au maintien du gouvernement Maduro, les bas gradés sont l'objet de toutes les attentions de l'opposition. Pour l'heure, ils ont été les auteurs de tentatives désespérées et bien trop faiblement organisées pour réellement déstabiliser le gouvernement Maduro. Tant que l'avenir poli-

tique du Venezuela est subordonné au camp que choisira l'armée, on peut imaginer trois scénarios selon que l'armée se subordonne à Guaidó, qu'elle maintienne son soutien à Maduro ou qu'elle se divise.

LES VELLÉTÉS PUTSCHISTES DES ÉTATS-UNIS ET DE LEURS ALLIÉS

En reconnaissant Guaidó comme président en exercice, les États-Unis, les gouvernements de droite d'Amérique latine regroupés dans le groupe de Lima et la plupart des membres de l'Union européenne, dont la France, poussent l'armée à prendre le pouvoir contre Maduro. Trump a adopté une politique extrêmement belliciste à l'égard du Venezuela et s'est entouré de faucons (Elliott Abrams, John Bolton). Trump a décidé fin janvier de geler les comptes de CITGO, entreprise vénézuélienne qui possède des milliers de stations-services et plusieurs raffineries aux États-Unis, et qui constituait la principale source de liquidités pour le Venezuela. Ce vol coûte des milliards de dollars à l'État vénézuélien. Des économistes estiment que 40 000 VénézuélienEs sont décédés en raison de ces mesures, un chiffre difficilement vérifiable mais qui témoigne néanmoins du caractère criminel de la politique de l'administration Trump. Vu la pression qu'ils exercent dans cette crise, il est probable que les États-Unis profiteraient d'une arrivée au pouvoir de militaires anti-Maduro. D'anciens ministres au pouvoir avant Chávez réfléchissent à un retour du FMI, au bénéfice des entreprises privées.

Cet appel à l'armée est symptomatique du centre de gravité social de cette opposition, vers les classes possédantes. Le 31 janvier, Guaidó a présenté un pro-



Wikimedia Commons

circulent en grand nombre dans le pays, le risque d'une potentielle guerre civile est loin d'être négligeable et tous ceux qui soufflent sur cette poudre sont soit des irresponsables inconscients de la quantité de malheurs qui peut survenir, soit des cyniques prêts à prendre ce risque pour s'approprier quelques puits pétroliers.

POUR UNE SORTIE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA CRISE

Le pire n'est jamais certain et un autre scénario peut être envisagé. Il supposerait de remettre le pouvoir, non pas à l'armée ou à des puissances étrangères,

gramme de gouvernement, le Plan País. Il y défend une orientation ultra-libérale, basée sur la privatisation des services publics : un projet à l'opposé des besoins de la population. L'arrivée au pouvoir de l'opposition serait sans doute l'occasion d'une revanche contre les chavistes et, plus largement, contre la gauche et les classes populaires. Plus largement, ces courants politiques d'opposition se sont illustrés pour leurs aspects anti-démocratiques et répressifs : en avril 2002, lors de la tentative de coup d'État avorté contre Chávez, ou en février 1989, lors de la répression de la révolte contre le plan d'ajustement du FMI, le *Caracazo*, au prix de plusieurs milliers de morts.

MADURO S'ÉLOIGNE DE SA BASE SOCIALE

Dans un moment aussi critique pour le pays, on aurait pu espérer que Maduro tente de renouer avec sa base sociale. Or, il n'en est rien. Au cours des dernières semaines, on a identifié des cas d'assassinats par les forces spéciales de la police bolivarienne dans les quartiers populaires de Caracas. Le gouvernement Maduro a adopté le mémorandum 2792 qui élimine de fait le droit de grève, la négociation de la négociation des conventions collectives... Ainsi, le site internet de nos camarades d'*Aporrea*, qui publie, depuis les tentatives putschistes de 2002, des points de vue variés de gauche sur l'actualité du Venezuela, est régulièrement bloqué, depuis plusieurs semaines, par les fournisseurs d'accès de l'État.

Le gouvernement Maduro conduit la po-

pulation vénézuélienne dans une impasse, non seulement d'un point de vue économique, en s'avérant incapable de juguler le cycle d'hyperinflation et d'effondrement de la production, mais également sur un plan démocratique : les menaces envers les mouvements revendicatifs sont de plus en plus fortes. Quant à la défense de la souveraineté nationale, comment y croire quand on constate que les sous-sols du pays sont désormais hypothéqués auprès de la Russie et de la Chine ?

UNE MENACE DE GUERRE CIVILE ?

Les dirigeants de l'opposition qui promeuvent l'insubordination de l'armée font preuve d'un véritable aveuglement sur les conséquences qui pourraient en découler pour le Venezuela. Le mépris qu'ils éprouvent depuis des décennies envers les classes populaires les empêche de comprendre qu'un noyau dur de 20% de la population soutient toujours activement Maduro par fidélité à « la Révolution bolivarienne ». Ce processus est aujourd'hui dans une impasse et un certain nombre de ses orientations sont à l'origine de cet échec. Mais des millions de VénézuélienEs y ont trouvé une dignité et défendront, pour certains militairement, l'exécutif Maduro en fidélité à la période dorée des gouvernements chavistes. L'effondrement des conditions de vie conduit une partie des VénézuélienEs à une désespérance pouvant aller jusqu'à la prise d'armes. Si on ajoute à cela le fait que les armes à feu

mais à la population elle-même. Vu que ni Maduro ni Guaidó ne respectent la Constitution, une Assemblée constituante devrait être convoquée pour que les VénézuélienEs eux-mêmes redéfinissent les règles du jeu du système politique. Dans cet esprit d'auto-organisation, des salariéEs viennent de former une coordination de *Trabajadores en lucha* pour lutter contre l'offensive impérialiste, mais également contre la « politique anti-ouvrière » du gouvernement Maduro. Ces changements politiques ne pourraient être durables que si l'économie vénézuélienne se relève. Pour redonner de l'oxygène à l'économie, il faudrait une annulation totale de la dette vénézuélienne. Il s'agit également de récupérer les centaines de milliards de dollars volés à l'État vénézuélien. Pour que les VénézuélienEs puissent vivre dignement de leur travail, une échelle mobile des salaires, contrôlée par la population elle-même, est nécessaire. Enfin, à long terme, il faudra sortir du paradigme extractiviste qui mène structurellement le Venezuela à la dépendance des cours du pétrole et à des cycles d'abondance et de crise. Un tel programme ne pourra pas être mis en œuvre par le gouvernement Maduro, ni par un hypothétique gouvernement Guaidó piloté par les États-Unis, ni par l'armée. Seule la population organisée de manière autonome contre tous ses ennemis pourra faire redémarrer la machine économique sous son propre contrôle. □

Les Gilets jaunes : une mobilisation qui va marquer durablement la situation politique et sociale

PAR JULIEN SALINGUE

L'irruption du mouvement des Gilets jaunes au mois de novembre a marqué, et continuera de marquer, la situation sociale et politique. Semaine après semaine, mois après mois, et ce malgré les pronostics d'«essoufflement», la répression policière et les manœuvres de Macron, le mouvement des Gilets jaunes s'est en effet installé et imposé comme un fait social et politique majeur, qui a déstabilisé le bel édifice macronien... et le mouvement ouvrier.

Le mouvement des Gilets jaunes a joué, à bien des égards, un rôle de révélateur, au sens photographique du terme, de bien des tendances sociales et politiques.

Révélateur, tout d'abord, par la soudaine irruption, sur la scène de la contestation des politiques gouvernementales, de fractions des catégories populaires peu habituées à se mobiliser et à revendiquer collectivement dans l'espace public, expression d'une colère massive contre une politique globalement perçue comme injuste, doublée d'un sentiment (légitime) de relégation territoriale, lié notamment à l'augmentation continue des distances à parcourir pour aller ou boulot, accéder aux services publics ou tout simplement faire ses courses.

Révélateur, ensuite, du caractère contradictoire de la situation politique et sociale, avec d'une part un rapport de forces global dégradé, en défaveur de notre camp, un recul et une paralysie des organisations traditionnelles, et un affaiblissement de l'identité de classe (entendue comme une condition et une force collectives) mais, d'autre part, la possibilité d'explosions sociales, dans un contexte de crise continue du système capitaliste et de gestion néolibérale de cette crise, génératrice de toujours plus de pauvreté, d'inégalités, de précarité et de peur du déclassement.

Révélateur, enfin, de la nature

profonde du pouvoir macronien, dont la violence des politiques néolibérales n'a d'égal que le mépris contre les catégories populaires, et qui n'a pas hésité, face à l'extension de la contestation, à recourir à des méthodes répressives inédites depuis des décennies. Une escalade autoritaire qui n'est pas un accident de parcours mais un élément structurant du macronisme, qui intègre nécessairement une dimension ultra-répressive dans la mesure où la faiblesse de sa base sociale et son aversion pour les «corps intermédiaires» ne peuvent lui permettre d'établir une quelconque hégémonie.

L'AUTORITARISME DÉVOILÉ

Les chiffres donnent le tournis : un décès (Zineb Redouane, le 1^{er} décembre à Marseille, atteinte par une grenade lacrymogène tirée par la police alors qu'elle se trouvait à sa fenêtre), plus de 2500 blessés parmi les manifestants, dont 284 blessures à la tête, 24 personnes éborgnées, 5 mains arrachées, 12000 interpellations, près de 11000 gardes à vue, plus de 2000 condamnations, dont 40% de peines de prison ferme, et des centaines de procédures toujours en cours. Pour le dire sans détour : une répression d'une ampleur inédite.

En quelques mois, ce sont – entre autres – le Défenseur des droits, le Parlement européen, le Conseil de l'Europe et l'ONU qui se sont inquiétés

des violences policières et des restrictions des libertés publiques. Des condamnations unanimes, également venues d'ONG et d'associations de défense des droits humains, de syndicats de magistrats, et même de syndicats de policiers. Des condamnations que le pouvoir a choisi de traiter d'un souverain mépris, niant l'existence des violences policières et faisant porter la responsabilité des blessures et mutilations aux Gilets jaunes eux-mêmes. Mépris pour les critiques, mépris pour les victimes : Macron, Castaner et compagnie jouent les durs, s'élevant contre la «*démocratie de l'émeute*» (Macron), «*une infime minorité violente*» (Griveaux), des «*assassins*» (Castaner), apportant un soutien inconditionnel aux forces de répression et adoptant chaque semaine un ton toujours plus martial.

Des discours qui se sont traduits en actes, avec une politique globale de répression tous azimuts, mais aussi l'adoption de la loi dite «*anticasseurs*», la multiplication des commandes de nouvelles armes de guerre pour la police et la gendarmerie (entre autres les LBD «*multicoups*»), les interdictions hebdomadaires de manifester aux quatre coins de la France, etc. Une escalade répressive destinée à pallier l'absence de réponse politique à la mobilisation, mais qui a eu pour principal effet de renforcer et d'élargir la contestation de la légitimité des violences policières.

RETOUR DE LA QUESTION SOCIALE

Huit mois après le 17 novembre, premier Acte d'une mobilisation qui a pris de court l'ensemble du mouvement ouvrier – y compris le NPA –, suscitant méfiance, voire défiance au sein de ce dernier, le mouvement des Gilets jaunes peut se targuer, même s'il est loin d'avoir obtenu une réelle victoire sur ses revendications, d'avoir contraint Macron à des reculs, notamment sur l'augmentation de la taxe sur les carburants et sur la CSG des retraités. Mais la principale victoire du mouvement est d'avoir su imposer, dans le paysage politique, un « retour de la question sociale », qu'il s'agisse des salaires et des revenus, des services publics ou de la nécessaire transition écologique. Un retour de la question sociale qui a pu jouer le rôle d'encouragement aux luttes, comme dans ces nombreuses entreprises où des grèves ont été organisées pour obtenir la « prime Gilets jaunes » concédée par Macron en décembre.

À cet égard, les mobilisations aux urgences et dans l'Éducation nationale, si elles présentent leurs spécificités, sont à inscrire dans ce contexte de contestation du pouvoir et de ses politiques, et sont en outre l'expression de phénomènes mis en lumière par le mouvement des Gilets jaunes : distance, voire hostilité, à l'égard des syndicats, incapables de formuler une stratégie pour réellement gagner, remise en cause directe de la légitimité du personnel politique, avec notamment le cas de Blanquer qui, présenté il y a encore quelques semaines comme le « premier de la classe » du gouvernement Macron, est aujourd'hui conquis par les personnels éducatifs, radicalité dans les

modalités d'action et levée de certains « tabous » (arrêts maladie pour les personnels des urgences, grèves des examens, y compris du bac, dans l'Éducation nationale), etc.

Les questions démocratiques continuent d'être elles aussi sur le devant de la scène, qu'il s'agisse du contrôle sur les élus, de la nécessité de structures permettant à la population de s'emparer des discussions la concernant, ou plus généralement des institutions antidémocratiques de la 5^e République, même si le mouvement, dans son ensemble, ne s'est pas distingué par sa structuration démocratique et que la revendication du RIC est posée, par certaines franges des Gilets jaunes, comme une solution miracle alors qu'elle est loin d'être autosuffisante face au fonctionnement antidémocratique de l'ensemble des lieux de pouvoir.

DES DÉBATS À MENER, DES PERSPECTIVES À TRACER

Ce retour des questions sociales et démocratiques n'a cependant pas, à l'heure actuelle, débouché sur des victoires majeures, et le gouvernement entend bien poursuivre ses projets destructeurs. Qui plus est, les résultats des élections européennes du 26 mai ont montré qu'il existait une forte « discordance des temps » politique et social, avec une absence de cristallisation politique progressiste du mouvement des Gilets jaunes. Une énième démonstration du fait qu'il n'existe pas de transcription mécanique des mobilisations sociales sur le champ politique, et qu'il ne suffit pas qu'un climat de contestation s'instaure pour que les organisations de la gauche radicale apparaissent comme étant des outils pertinents

et efficaces pour celles et ceux qui veulent en finir avec une société injuste.

Cette discordance des temps ne doit toutefois pas conduire à opérer une dichotomie entre social et politique, et à penser qu'il serait possible de penser les conditions de la construction d'une alternative politique sans l'articuler à la construction de victoires sociales et donc de mobilisations radicales et massives. Toute discussion sur les perspectives sociales et politiques pour le camp des exploités et des opprimés ne peut en effet faire l'impasse sur cette coordonnée essentielle de la situation : si les mobilisations sont là, cela fait désormais de longues années que nous n'avons pas remporté de victoires sociales. Ces défaites marquent les esprits, tant au niveau de la confiance dans la capacité de résister que dans la méfiance, pour ne pas dire l'hostilité, vis-à-vis de la gauche sociale et politique, en premier lieu des organisations syndicales et de leurs stratégies perdantes. Il est dès lors illusoire de penser qu'un rapport de forces global moins défavorable pourrait être reconstruit si l'on ne pose pas, en premier lieu, la question des nécessaires victoires sociales. Ceux qui s'engagent, aujourd'hui, dans des discussions polarisées par les prochaines échéances électorales oublient que ce sont les mobilisations sociales massives qui produisent des décantations/recompositions à gauche, et pas l'inverse.

Force est toutefois de constater, 8 mois après le 17 novembre, que le pouvoir n'a pas réellement repris la main, et que l'instabilité et la confusion demeurent au sommet de l'État, avec des crises et des départs à répétition et une légitimité considérablement et durablement, voire définitivement, érodée, un phénomène dont les récentes « affaires » impliquant François de Rugy sont le dernier avatar. On peut affirmer sans exagération que le mouvement des Gilets jaunes a participé d'un changement de climat, qu'il va marquer durablement la situation politique et sociale, et que la plupart de ses effets, et de ses répliques, sont devant nous. Autant de leçons à tirer, de débats à mener, de perspectives à tracer et d'initiatives à prendre et à soutenir pour envisager la nécessaire construction d'une mobilisation de masse qui aille jusqu'au bout. □



Phototèque rouge / Martin Noda

La nature de classe des Gilets jaunes : indications pour les prochaines batailles

PAR ANTOINE LARRACHE

Tout aura été dit sur la nature de classe du mouvement des Gilets jaunes : mouvement d'extrême droite, mouvement prolétarien, jacquerie, mouvement du peuple enfin unifié, foule sans voix... L'erreur commune à ces analyses est sans doute de tenter de réaliser une photographie d'un phénomène qui s'inscrit dans de fortes évolutions sociales.

Comme toute réalité, la nature du mouvement des Gilets jaunes ne se révèle que de façon dynamique, dans ses interactions avec ce qui l'entoure. Les délimitations, les contours des classes sociales n'ont jamais été figées, de la Commune de Paris où la lutte mêlait ouvrierEs, artisanEs et petitEs commerçantEs aux luttes d'aujourd'hui dans lesquelles les profondes modifications du marché du travail percutent les contours et les repères de classe.

UN MOUVEMENT POPULAIRE

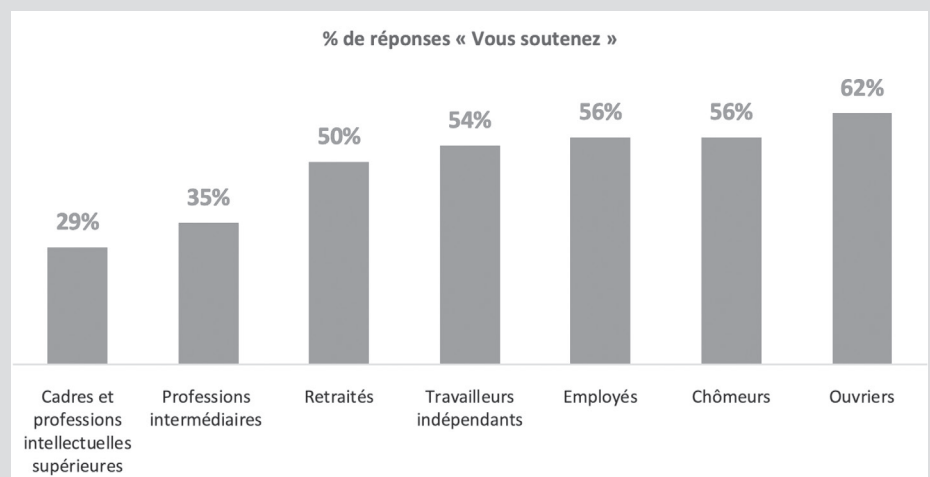
Pour commencer par quelques chiffres, une étude de la Fondation Jean Jaurès publiée fin novembre 2018 révélait que le mouvement des Gilets jaunes a acquis un soutien massif dans les classes laborieuses, avec 62% de soutien chez les ouvrierEs, 56% chez les chômeurEs et chez les employéEs, 54% chez les travailleurs indépendants... contre 29% de soutien de la part des cadres et professions intellectuelles supérieures¹, et 35% des professions intermédiaires². Les franges les plus militantes se sont retrouvées dans les périphéries urbaines, là où on travaille mais où les loyers sont bons marchés, dans les familles monoparentales, dans les professions précaires. En particulier chez les femmes, très présentes sur les ronds-points et dans les manifestations. L'importance de leur participation, alors qu'elles sont moins intégrées à la sphère publique, est un signe qui ne trompe pas sur l'ampleur de la crise sociale. Dans les grandes crises nationales, ce sont souvent les femmes qui sont à l'avant-garde car, entre la double journée de travail, l'oppression spécifique et la gestion de la sphère privée, elles sont percutées de plein fouet.

Mais le mouvement a été faible chez les « excluEs » du monde du travail. En effet, pour lutter, il faut percevoir la possibilité d'une alternative, ne pas être préoccupé essentiellement de sa survie. Et également dans les banlieues les plus populaires, qui ont observé à distance et avec méfiance ce mouvement très blanc et présenté comme réactionnaire. Elles ont observé la réponse du mouvement face aux violences policières qu'elles ne connaissent que trop bien. Une autre enquête², menée sur un échantillon plus faible, suggère une participation au mouvement composé de 10 à 15% d'artisanEs, commerçantEs, chefs d'entreprises (contre 6,5% dans la population), 35 à 45% d'employéEs (27% dans la population), 15 à 20% d'ouvrierEs (21%), 10 à 13% de professions intermédiaires (26%), 7% de cadres et professions intellectuelles supérieures (18%) et 26% d'inactifEs. Donc globalement, il s'agit d'un mouvement très populaire, même si diverses classes sociales y ont participé. Rappelons au passage que la moitié des créations d'entreprises sont aujourd'hui

le fait d'auto-entrepreneurs qui, s'ils et elles ont un statut juridique de travailleurE indépendantE, sont en réalité bien souvent des employéEs déguisés.

LE SOUTIEN AUX « GILETS JAUNES » FAIT APPARAÎTRE UN TRÈS NET CLIVAGE DE CLASSE³

À ce profil général, il faut ajouter certaines franges du petit patronat, notamment dans le transport, percutées par la hausse du prix de l'essence, ainsi que des commerçants, des secteurs qui font indéniablement partie de la petite bourgeoisie et qui ont été en bonne partie à l'initiative du début du mouvement. Une question est donc de savoir pourquoi ce mouvement, qui est globalement dominé numériquement par les secteurs prolétariens, a été perçu au départ comme un mouvement ayant des penchants réactionnaires, puis s'est situé de plus en plus à gauche, et ce qu'il nous dit sur les prochains mouvements de notre temps. Que ce soit les salariéEs qui ont bloqué les ronds-points ou celles et





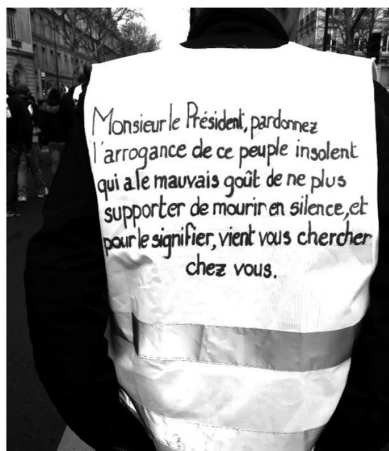
Vu à Paris - Acte 13



Vu à Paris - Acte 8



Vu à Périgueux - Acte 18



Vu à Paris - Acte 19



Vu à Paris - Acte 12



Vu à Paris - Acte 16



Vu à Nantes - Acte 11



Vu à Orléans - Acte 1



Vu à Paris - Acte 15



Vu à Paris - Acte 20



Vu à Paris - Acte 24



Vu à Paris - Acte 19



Vu à Paris - Acte 18



Vu à Paris - Acte 18



Vu à Paris - Acte 18



Vu à Paris - Acte 18



Vu à Toulouse - Acte 19



Vu à Paris - Acte 22



Vu à Saint-Malo - Acte 16



Vu à Lens - Acte 27



Vu à Rennes - Acte 24



Vu à Paris - Acte 8



Vu à Metz - Acte 13



Vu à Toulouse - Acte 15

GRÂCE AU TRAVAIL RÉALISÉ PAR PLEIN LE DOS

WWW.PLEINLEDOS.FR

CONTACT@PLEINLEDOS.COM

ceux qui ont simplement mis un gilet jaune sur leur pare-brise, comme une sorte de mouvement par procuration, touTEs se sont identifiés à ce gilet, à ses préoccupations, ses mots d'ordre unifiants contre la cherté de la vie et contre Macron, formulés comme des problèmes nationaux communs à la grande majorité de la population. Cette perception fait nécessairement écho à d'autres mouvements hétéroclites, aussi divers soient-ils, comme celui des Bonnets rouges, la mobilisation algérienne ou les Indignés espagnols.

REPRÉSENTATION SUBJECTIVE ET COMPOSITION OBJECTIVE

Les secteurs moteur du mouvement se sont situés à l'extérieur du mouvement ouvrier organisé. Ce sont des salariéEs majoritairement à l'écart des grandes concentrations urbaines et des grandes entreprises. Quant aux salariéEs des grandes entreprises, hôpitaux, usines ou autres, quand ils et elles participaient aux manifestations du samedi, ils et elles ne faisaient pas, sauf exception, le lien avec un engagement militant dans l'entreprise. La représentation politique initiale du mouvement a été décalée par rapport à sa sociologie. Les secteurs qui ont été mis sur le devant de la scène pour représenter le mouvement sont issus des couches petites-bourgeoises, capables de prendre la parole en public, et correspondant à l'image que les médias et le gouvernement veulent donner du mouvement : des petits patrons hostiles à l'écologie. Les porte-parole issus du mouvement ne sont pas des ouvrierEs ou des employéEs : « *Éric Drouet est chauffeur routier ; Priscillia Ludovksy, micro-entrepreneuse ; Maxime Nicolle (surnommé "Fly Rider") est un travailleur intérimaire ; Fabrice Schleger, un promoteur immobilier*⁴ ». L'extrême droite a tenté de surfer sur la représentation de la mobilisation pour se proposer comme porte-voix. La crise de représentation des classes populaires et des organisations du mouvement ouvrier aura donc laissé la place, au départ du mouvement, aux couches petites-bourgeoises ou réactionnaires qui se positionnent sur le devant de la scène, privant ainsi les exploitéEs de représentantEs. Ceux-ci ne se sont pas tournés spontanément vers les révolutionnaires ou la gauche radicale qui, après une phase d'expectative, les ont soutenus, ni n'ont souhaité se donner des représentantEs légitimes. Au contraire

même, toutes les velléités d'émergence de nouvelles figures ont échoué. Cette faiblesse initiale du mouvement a sans doute même constitué un facteur décisif de son échec : le mouvement n'a pas réussi à se lier aux banlieues ni aux travailleurEs des grandes entreprises et n'a jamais constitué de direction basée sur l'auto-organisation. Mais la réalité sociale et les contradictions de la société ont posé positivement sur le mouvement et son contenu politique, son rapport à l'appareil d'État. La diminution progressive du nombre de manifestantEs ne permet pas de percevoir un processus complet, mais montre de sérieuses pistes.

DE L'EXPLOSION À LA REVENDICATION SOCIALE

La mobilisation a démarré contre l'augmentation du prix du gazole, en continuité avec la réduction de la vitesse maximale sur les routes, des éléments qui briment celles et ceux qui prennent leur voiture notamment pour travailler (2/3 des actifs, 17 millions de personnes tout de même...). Certains porte-paroles, mais surtout la droite et l'extrême droite, ont tenté d'orienter le mouvement vers un rejet des taxes, de l'écologie supposée être un problème de bobos, et même contre l'immigration. Sur ce dernier point, elles ont tenté de s'appuyer sur le sentiment national, les préjugés racistes ou homophobes qui ont existé dans ce mouvement comme dans le reste de la société, particulièrement hors des sphères d'influence du mouvement ouvrier organisé. Mais le discours contre l'immigration ne s'est pas solidifié, l'argument gagnant étant l'idée qu'il faut touTEs être unis contre Macron. Retenons même l'anecdote d'un manifestant, se présentant comme militant d'extrême droite, venu voir Olivier Besancenot pour le remercier de sa présence car il est favorable à l'unité de tous contre Macron... Dans une des enquêtes déjà citées, les Gilets jaunes placent le refus de l'immigration en dixième position, à 1,2% des motivations pour manifester⁵... Si la division, le racisme et l'homophobie ont été présents, leur importance a été très exagérée pour des raisons politiques du côté du pouvoir et des médias dominants. Concernant les revendications, les premières étaient l'augmentation du pouvoir d'achat, la réduction des impôts et des taxes, une meilleure redistribution de la richesse, l'opposition au gouvernement et au président, un mécontentement global... et une écoute des citoye-

nEs. Le fait que médias, gouvernement, droite et extrême droite aient, en l'absence, répétons-le, de direction représentative du mouvement, résumé les revendications au refus des taxes et au rejet de l'immigration, a une fonction politique simple : freiner toute tentative de convergence avec les autres secteurs du monde du travail : les entreprises, les travailleurEs syndiqués, les banlieues.

Mais la composition sociale dominante et donc les intérêts objectifs des Gilets jaunes ont fait pencher la balance dans le sens de revendications pour le pouvoir d'achat et la souveraineté populaire. Le gouvernement ne s'y est d'ailleurs pas trompé puisque Macron a décidé l'augmentation de la prime pour l'emploi, de demander aux patrons de verser une prime de fin d'année de 1000 euros et le « renforcement » du référendum d'initiative partagée comme réponse au mouvement. Le mouvement, malgré ses limites numériques à partir de janvier, a continué dans la voie des revendications concernant le pouvoir d'achat.

Le grand drame de cette mobilisation a été l'incapacité du mouvement ouvrier de se faire le relais de cette lutte et de l'organiser, en grande partie en raison du rejet des Gilets jaunes par le mouvement syndical dans un premier temps. Mais aussi par le refus d'assumer, depuis des années, des campagnes de mobilisation pour les salaires, alors que la rémunération est la première préoccupation des salariéEs⁶ et qu'il s'agit d'un profond unifiant pour le monde du travail. D'ailleurs, dans la foulée des annonces de Macron sur la prime de 1000 euros, des mobilisations ont eu lieu dans un certain nombre d'entreprises pour obtenir cette prime. Globalement, la désynchronisation des mobilisations des classes populaires révèle à la fois les stratégies de la bourgeoisie et l'ampleur de la déstructuration de la classe ouvrière. C'est un élément clé de la situation, nous y reviendrons.

LE REFUS DU MÉPRIS DES PUISSANTS CONSTRUIT UN MOUVEMENT IMMÉDIATEMENT POLITIQUE

Pour Pierre Rosanvallon, peu suspect de sympathies gauchistes, « *c'est d'abord l'explosion d'une colère dans laquelle se mêlent l'urgence et le flou. Elle fait remonter à la surface ce qui a été longtemps subi en silence : le sentiment de ne compter*





pour rien, de mener une existence rétrécie, de vivre dans un monde profondément injuste ». Une injustice profonde dont Macron est identifié comme la cause principale, la mobilisation revendiquant immédiatement et unanimement sa démission. En général de telles revendications sont combattues par les forces qui ne veulent pas la déstabilisation du pouvoir (syndicats, partis de la gauche de gouvernement), comme par celles qui y voient au contraire une issue institutionnelle à la lutte. Elles n'apparaissent en général qu'au cours de la lutte, quand la satisfaction d'une revendication apparaît incompatible avec le maintien au pouvoir de ceux qui la refuse, posant ainsi la question de la légitimité du pouvoir. Ce n'est pas par hasard que ce mouvement a démarré avec ce mot d'ordre : en Argentine déjà en 2001, les manifestantEs réclamaient « Qu'ils s'en aillent tous », dans l'État espagnol les IndignéEs voulaient une « démocratie réelle », les AlgérienEs ont initié leur mouvement pour obtenir le départ de Bouteflika. Les enseignantEs même personnalisent leur mobilisation contre Blanquer. Ce qui est commun à toutes ces luttes est le mépris du pouvoir pour des populations qui se sentent dans l'impasse...

Macron incarne le mépris des classes populaires, à la fois par son discours,

comme lors de ses vœux du 31 décembre 2018 où il a qualifié les Gilets jaunes de « porte-voix d'une foule haineuse, [qui] s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France », et parce qu'il symbolise crûment le fait que l'appareil d'État est entièrement aux mains de la bourgeoisie, que les classes populaires ne peuvent pas y trouver de représentants. Pour Gérard Noiriel, « *davantage que les facteurs proprement économiques, c'est donc la capacité collective d'exprimer publiquement sa révolte qui semble la cause principale du mouvement des Gilets jaunes. Or, cette compétence a été complètement niée par les élites. Sur 577 députés, il n'y a aucun ouvrier alors que ceux-ci représentent plus de 20% des actifs et que beaucoup d'entre eux ont le baccalauréat* » alors qu'en « 1936, la très grande majorité des ouvriers n'avaient que le certificat d'étude (ou un CAP), mais une cinquantaine d'entre eux furent élus députés sous la bannière du Front populaire » (en particulier du PCF).

C'est ce rejet du mépris des puissants et la compréhension du fait que, dans un monde en crise, les classes populaires sont complètement écartées des mécanismes de pouvoir, qui mine la légitimité de ce dernier et donne confiance à celles et ceux qui luttent pour le remettre en cause. L'affaire Benalla a été, à n'en point

douter, un élément important pour montrer la réalité du pouvoir de Macron. Sans oublier le faible score de Macron à la présidentielle (16% des inscrits) qui l'a fait démarrer son mandat avec une base sociale extrêmement réduite. Les médias et la police ont joué un rôle important dans cette trajectoire. Alors que dans les premières manifestation le mouvement a été plutôt naïf, certains slogans réclamant « La police avec nous », la déformation médiatique et la répression policière ont rapidement montré le rôle réel de ces institutions, qui sont chacune à leur façon des rouages fondamentaux du capitalisme, face aux mobilisations. Les Gilets jaunes ont été présentés comme des classes dangereuses, à l'image des émeutiers de 2005. C'est la maturation de ces divers éléments, dans la lutte, qui ont fait passer le mouvement d'une révolte populaire à une mobilisation s'inscrivant dans le combat de la classe ouvrière.

EUX ET NOUS

Deux citations sont régulièrement invoquées dans la période actuelle. Celle de Lénine (« *lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière* »), que d'aucuns espèrent faire correspondre à la mobilisation des Gilets jaunes et aux difficultés du pouvoir de Macron, et celle de Gramsci (« *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde*

Phototèque rouge / Martin Noda



à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres»). Si divers monstres surgissent, en particulier l'extrême droite à vocation fasciste, notre clair-obscur est plus contradictoire. Le recul des collectifs de travail, la précarité, le recul des syndicats ne se soldent pas par une disparition des mouvements du prolétariat mais par une modification de leurs modes d'apparition et la reconstruction de solidarités.

Comme en Allemagne à la sortie de la Première Guerre mondiale, comme en Algérie aujourd'hui, le point de départ de la lutte n'est pas nécessairement l'entreprise. Il y a une territorialisation de la lutte autour du ronds-points, des blocages. Il y a une redéfinition du « nous » contre ceux d'en haut, qui passe par la reconstruction de symboles unifiants, comme le Gilet jaune, qui a créé involontairement un lien entre automobilistes, travailleurEs du bâtiment, gilets orange de la SNCF, blouses blanches...

Le 17 novembre, 3000 ronds-points ont été occupés, soit un maillage conséquent. Une prise de l'espace national qui s'est vécue comme une révolte nationale, symbolisée par la page « La France en colère » d'Éric Drouet et la profusion de drapeaux français dans les rues. Ce drapeau nous choque, comme la défense des « Français », mais il n'est pas vécu de cette façon par la majorité des manifestantEs. Ceux-ci se vivent comme les acteurEs d'une cause nationale, les éléments de résolution de la crise nationale. Les « Français » ne sont pas vus comme les personnes de nationalité française mais comme les habitantEs de la France. Le drapeau tricolore et la Marseillaise comme les représentants de la révolution qui a chassé les nobles et pourraient bien se retourner contre les riches. À propos de 1995, Olivier Schwartz rappelle que « beaucoup de machinistes impliqués dans le mouvement de décembre partageaient donc le sentiment d'être des représentants, des vecteurs d'une cause qui les dépassait⁸ ». Il y a une réalité dans ces affirmations : les masses se mettent en mouvement pour faire face à une crise générale des rapports de domination et tentent de résoudre la crise globale en partant de leurs dynamiques et de leurs intérêts de classe. Certains observateurs, notamment LO, ont critiqué le fait que le mouvement visait le pouvoir et non le patronat. D'autres le fait que la mobilisation tournait le dos à la grève et à la lutte dans les lieux de travail.

Ces critiques ne sont pas dénuées de fon-

dements, et nous donnent des éléments d'orientation pour l'intervention des révolutionnaires, mais il faut comprendre que bien des grandes crises nationales et des révolutions ont démarré de cette façon. La Commune de Paris, la Révolution russe, la Révolution allemande, la Révolution espagnole... ont démarré en dehors des lieux de travail, par des révoltes en réponse à des problèmes politiques.

UNIFIER LE PROLÉTARIAT POUR GAGNER

Le prolétariat se constitue en classe quand il se met en mouvement, que chaque couche prend sa place dans la lutte. Le rôle des révolutionnaires est donc de participer de toutes ses forces à ces mouvements pour y faire émerger, de façon concrète, les méthodes, objectifs, revendications du mouvement ouvrier. C'est ce qui a été fait par les tentatives de coordinations, par la bataille pour la participation des syndicats aux manifestations du samedi, par la bataille pour des grèves sur les salaires, etc.

Beaucoup ont critiqué le flou de la mobilisation, de ses objectifs, l'absence de représentants. Mais pour revenir à la citation de Lénine, on n'est justement pas dans une situation prérévolutionnaire : ceux d'en haut peuvent encore, par une combinaison de répression, de « dialogue social », de concessions à la marge, de domination idéologique, quand celles et ceux d'en bas, s'ils et elles ne veulent plus continuer comme avant, ont des moyens extrêmement limités pour l'exprimer.

De ce point de vue, deux éléments se nourrissent : la faible homogénéité de la classe – sur le plan des statuts, des collectifs de travail, des objectifs politiques, de la culture politique et des acquis théoriques – et la faiblesse des organisations du mouvement ouvrier.

Il y a fort à parier que les grandes tendances observées dans le mouvement des Gilets jaunes sont annonciatrices des conditions de la lutte politique dans la prochaine période, car elles sont liées aux modifications profondes que nous vivons dans cette crise du capitalisme. On peut prévoir des luttes de nature politique, à caractère explosif et semi spontané, pleines de confusions, dans lesquelles les organisations traditionnelles auront du mal à s'orienter pour les solidifier.

Dans ce contexte, on pourrait être tenté de voir dans ce type de mobilisations la solution à tous nos problèmes, que ce soit

les difficultés à mobiliser et construire dans les lieux de travail ou à s'opposer à la politique des directions syndicales. Ce serait se bercer de dangereuses illusions : on peut regarder avec espoir la capacité sans cesse renouvelée des classes populaires à se mobiliser, même dans les moments difficiles, avec une lutte dynamique, incontrôlable et spontanée. Mais ces caractéristiques sont en même temps le cœur de ce qui a empêché le mouvement d'avoir une direction, une politique pour unifier le prolétariat, un rapport de forces que seule la grève de masse peut rendre suffisant pour gagner.

Une des questions clé de la période reste la nécessité de briser la séparation entre, d'un côté, un mouvement ouvrier implanté dans les grandes structures, imprégné d'une grande passivité et de la logique du « dialogue social » et, de l'autre, des secteurs précarisés, porteurs d'un potentiel de radicalité mais avec un niveau de politisation et d'organisation bien plus faibles. Le mouvement des Gilets jaunes nous permet de réfléchir à ce problème, mais n'a pas permis de le résoudre. Comme les Bourses du travail visaient au début du 20^e siècle à homogénéiser la classe sur une base géographique, comme les syndicats, même bureaucratisés, l'ont fait pendant des décennies, il y a urgence à reconstruire des structures qui unifient la classe, son indépendance politique vis-à-vis du patronat et de l'État. Pas pour se contenter de revendications locales ou sectorielles, mais pour organiser à la base la classe ouvrière, dans sa diversité, dans la lutte pour le pouvoir politique. □

(1) Fondation Jean Jaurès, « Les "Gilets jaunes" : révélateur fluorescent des fractures françaises », 28 novembre 2018, en ligne sur <https://jean-jaures.org/nos-productions/les-gilets-jaunes-reveleateur-fluorescent-des-fractures-francaises>

(2) Collectif, « "Gilets jaunes" : une enquête pionnière sur la "révolte des revenus modestes" », lemonde.fr, 11 décembre 2018, en ligne sur https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/11/gilets-jaunes-une-enquete-pionniere-sur-la-revolte-des-revenus-modestes_5395562_3232.html

(3) <https://jean-jaures.org/nos-productions/les-gilets-jaunes-reveleateur-fluorescent-des-fractures-francaises>

(4) Gérard Noiriel, *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire*, dialogue avec Nicolas Truong, éditions de l'Aube, p.22.

(5) « "Gilets jaunes" : une enquête pionnière sur la "révolte des revenus modestes" », *op. cit.*

(6) Voir par exemple OpinionWay, « Préoccupations professionnelles des salariés », janvier 2017, en ligne sur <https://www.opinion-way.com/fr/inside-by-opinionway/indicateurs-salaries-engagement-des-salaries/153-indicateurs-salaries-preoccupations-professionnelles.html>, où 29% des sondés place l'augmentation des rémunérations en tête de leurs préoccupations.

(7) Le Monde, 8 décembre 2018.

(8) Olivier Schwartz, « Sur la question corporative dans le mouvement social de décembre 1995 », revue Sociologie du travail, 39-4 (1997).

Mouvement des Gilets jaunes et expériences de convergence(s)

Le problème de la convergence des Gilets jaunes avec les salariés des entreprises s'est posé avec acuité dès le début du mouvement. Des tentatives multiples ont été entreprises dans tout le pays. Nous publions ci-dessous quelques témoignages de ce qui a été possible ou non, dans cinq villes : Bordeaux, Grenoble, Rouen, Lyon et Toulouse.

Bordeaux : jeunes, syndicalistes et Gilets jaunes ensemble !

AVEC LES JEUNES

Quand les manifestations des same-dis ont commencé, nous avons d'abord constitué un cortège autour des étudiantEs. Le comité de mobilisation de la fac, initié par des camarades du NPA, y manifestait en défense des étudiantEs étrangers victimes de la hausse exponentielle des droits d'inscription, unissant leur combat à celui des Gilets jaunes. D'entrée, nous avons formé un groupe d'une centaine ou plus de jeunes et moins jeunes, avec des gilets jaunes ou rouges, des badges du NPA ou syndicaux, des drapeaux rouges, des slogans « lutte de classe » et internationalistes, qui a fini par être repéré dans les manifs et apprécié. Des syndicalistes, les Ford, des militants de LO, de la FI ou du PC y sont passés. Certains de nos slogans et chants anticapitalistes sont devenus des classiques du samedi, repris par de nombreux Gilets jaunes.

SYNDICALISTES ET GILETS JAUNES

Dès que le mouvement a démarré, nous avons refait ce que nous avions déjà impulsé en 2003, 2010 et 2016 dans la zone industrielle de la Presqu'île (Rive droite de Bordeaux), à savoir se retrouver entre syndicalistes à l'Union locale CGT. Nous avons décidé de nous adresser aux Gilets jaunes de ronds-points proches, de nous regrouper pour défendre nos re-

vendications communes et constituer un collectif syndicats-Gilets jaunes. Nous y sommes quelques syndicalistes et militants du NPA dont les deux élues municipales connues de villes populaires du secteur.

À travers des AG qui regroupaient entre 20 et 50 personnes, essentiellement des syndicalistes CGT mais aussi de la FSU, de FO Transports et de Sud Emploi, nous avons milité pour la convergence entre syndicalistes et Gilets jaunes, sous l'œil impuissant de l'UD CGT dont des membres et même la secrétaire générale sont venus à des réunions, désavoués pour leur distance vis-à-vis du mouvement et l'absence d'appel véritable à la mobilisation et à la préparation de la grève dans les entreprises.

Le collectif a organisé, le 21 février, une première Rencontre de convergence Gilets Jaunes et syndicalistes de la Rive droite, regroupant environ 120 personnes à Lormont. Un sondage fait à l'entrée par des GJ a donné à 50% la priorité aux questions de salaire et de pouvoir d'achat, suivie de la fiscalité et du RIC compris comme nécessité de tout contester (à 14%), de tout contrôler. Le collectif a par la suite rédigé un tract de convergence et d'appel à la manif du 19 mars, s'adressant aux Gilets jaunes et salariéEs du secteur, rédigé par une dizaine de GJ et de militantEs CGT et distribué ensemble à des milliers d'exemplaires sur plusieurs ronds-points et marchés ainsi qu'à la manif du samedi.

Il a aussi pris la défense d'un travailleur portuaire Gilet jaune qui a eu la main arrachée lors d'une manifestation. Il a créé avec lui une association pour collecter de l'argent pour qu'il puisse retravailler à l'aide d'une main bionique d'une valeur de 38 000 euros, à collecter dans les entreprises et marchés des alentours, sur les ronds-points et même au 52e Congrès de la CGT ! La rédaction d'un tract pour le soutenir a posé problème, les Gilets jaunes présents tenant absolument à faire figurer le RIC comme revendication, ce que presque tous les syndicalistes contestaient. Nous avons décidé ensemble de faire figurer nos

PAR NOS CORRESPONDANTÉS

deux positions : « *pour la démocratie directe des travailleurs et des citoyens, et le RIC* »...

AVEC LES PARENTS ET ENSEIGNANTÉS EN LUTTE

Lorsque le mouvement contre la loi Blanquer a éclaté, l'AG du collectif a décidé de faire un tract pour appeler à la convergence GJ et syndicats pour la défense de l'école et la manif du 30 mars.

Le 14 mai, alors que le mouvement reflétait, la deuxième rencontre Gilets jaunes et syndicalistes de la Rive droite a regroupé 112 personnes (66% de GJ, 50% de salariéEs et 24% de syndiquéEs, surtout du secteur) de la CGT, FSU, Sud santé-sociaux et Sud Rail, CNT et du CLAP 33 (association contre les violences policières), mais aussi d'Ensemble, du PC, de la FI. Les interventions des camarades du NPA, les seulEs à se présenter politiquement, ont été très appréciées.

La discussion, qui devait commencer par la dénonciation des violences policières, a surtout porté sur la violence sociale, la violence au travail avec les contre-réformes à la SNCF, les réformes régressives dans la santé et l'éducation, la question des salaires et du pouvoir d'achat.

Le débat sur les contre-réformes de l'école a été l'occasion pour une mère mobilisée d'expliquer le combat des parents avec l'occupation des écoles, d'un camarade cheminot de dénoncer l'aggravation des conditions de travail avec le pacte ferroviaire, de camarades de la santé leurs conditions de travail en évoquant les grèves en cours dans les hôpitaux, et pour touTEs d'affirmer la nécessité de la convergence des luttes et d'un mouvement d'ensemble vers la grève générale.

Dans le mouvement, nous avons milité sous nos couleurs syndicales et politiques, contre le dialogue social et les politiques institutionnelles qui alimentent chez les Gilets jaunes la défiance vis-à-vis des syndicats et des partis. Nous nous sommes ap-

puyés sur les syndicalistes « lutte de classe » qui veulent aller à l'affrontement avec le gouvernement et le patronat, qui pensent que cela passe par la grève dans les entreprises, par la convergence des luttes, et qu'il faut se battre avec la détermination des Gilets jaunes.

Les nouveaux liens créés et renforcés font qu'il y aura un avant et un après mouvement des Gilets jaunes. La politisation en cours nous permet de discuter assez largement de la transformation révolutionnaire de la société et de la nécessité de se regrouper, de s'organiser, de construire un parti pour nos luttes, pour prendre nos affaires en main, pour tout décider et contrôler.

Grenoble : salariéEs et Gilets jaunes, même combat !

Il est assez rare que les salariéEs parlent spontanément des mobilisations à venir, or ce fut le cas pour le 17 novembre grâce notamment aux réseaux sociaux. Il y avait dès le début quelque chose de spontané qui dépassait largement ce que les équipes militantes sont capables de faire et qui bousculait les préoccupations quotidiennes. En décembre, quelques salariéEs de la boîte (STMicroelectronics) travaillant le week-end ont sollicité le syndicat (CGT) pour qu'il appelle à la grève, leur permettant ainsi de se rendre aux manifestations.

PRESSION DE LA BASE

L'impact du mouvement des Gilets jaunes sur les syndiquéEs CGT de base s'est fait sentir rapidement, la plupart étant solidaires, certainEs participant aux mobilisations les samedis. Ceci est probablement à mettre en lien avec la composition sociologique de cette confédération et son implantation, plus proches de celles du mouvement que ne le sont celles de Solidaires ou de la FSU. En Isère, quelques structures, dont la métallurgie 38, ont appelé par la suite à toutes les manifestations du samedi. Comme dans les autres départements, c'est le fruit à la fois de la pression de la base et du constat d'échec des journées de grève traditionnelles récentes. Mais dans la plupart des instances dirigeantes, et ce

fut le cas à l'UD 38, le débat a été plus compliqué avec des réticences très fortes des cadres du syndicat. Contrairement à Solidaires 38, l'Union départementale CGT 38 a refusé le soutien matériel demandé par les Gilets jaunes en novembre. Dans tous cas, les débats ont été extrêmement intéressants sur les modalités d'action, le rapport entre les cadres d'auto-organisation et les structures permanentes, les revendications portées...

Au fur et à mesure des semaines, avec la structuration du mouvement des Gilets jaunes et la maturation de ses revendications, les préoccupations exprimées ont largement rejoint, y compris dans leur formulation, les revendications syndicales autour du pouvoir d'achat et des salaires. Et pas seulement sur ces questions-là : CICE, crédits d'impôts, exonérations de cotisations diverses, etc., sont des éléments qui faisaient très précisément écho à ce que nous portions en tant que syndicats à STMicroelectronics depuis des années sur le contrôle de l'argent public dans cette multinationale dont les États français et italien détiennent un quart des actions.

CONVERGENCES

Reste qu'il n'était pas si facile de faire converger les modalités d'actions : en tant que salariéEs, militantEs syndicaux, l'essentiel a lieu en semaine, sur le temps de travail, que ce soit l'information des collègues ou les manifestations. Dégager du temps en plus le samedi avec toutes les contraintes des unEs et des autres n'est pas si évident. Malgré tout, de nombreux syndiquéEs CGT se sont retrouvés dans les manifestations du samedi. CertainEs étaient également présents aux ronds-points ou ont pris la parole dans des AG. Le premier accueil d'une « délégation officielle » du syndicat au rond-point occupé à côté de l'usine a été assez distant : pas d'hostilité mais pas de volonté de faire ensemble non plus. Il faut dire que nous n'avions pas grand-chose à apporter au vu de la démonstration de force faites par les Gilets jaunes en novembre-décembre...

Les annonces de Macron ont joué un petit rôle déclencheur début janvier : en annonçant une prime de 1000 euros dans les boîtes qui le pouvaient, le gouvernement avait la volonté ma-

nifeste d'enrayer l'extension au monde du travail. Le problème, c'est qu'à STmicro, malgré l'État actionnaire et les résultats exceptionnels de l'année précédente, la direction a refusé de verser la « prime Macron ». Les salariéEs, qui pensaient évidemment la toucher, ont été très énervés par cette décision. Le syndicat CGT a alors décidé d'organiser une action pour dénoncer le mépris de la direction et porter des revendications salariales. Ce rassemblement entre midi et 14h a été un succès, réunissant environ 200 personnes et une quinzaine de Gilets jaunes du rond-point voisin. La direction a finalement versé un supplément d'intéressement... Rien de mirobolant mais cette action a été symboliquement importante pour marquer les liens qui unissent les intérêts des salariéEs et des Gilets jaunes.

Les discussions se poursuivent dans le syndicat comme en dehors sur la nécessité de la grève massive, sur les actions coups de poing, les blocages... Personne n'a la recette miracle pour faire basculer le rapport de forces en notre faveur, mais il y a la volonté claire de faire converger les luttes et les modalités d'actions pour un « tous ensemble » plus que jamais nécessaire.

Rouen : des Gilets jaunes et des militantEs ouvriers à la recherche de la convergence

À Rouen, une fois passés les deux premiers samedis de mobilisation des Gilets jaunes des 17 et 24 novembre, qui se sont matérialisés par de très nombreuses et spectaculaires occupations de ronds-points autour de l'agglomération, notamment aux ronds-points des Vaches, de la Motte et à Barentin, (occupations desquelles les militants du mouvement ouvrier organisé étaient quasiment absents, du moins de manière identifiée), ce sont les manifestations en centre-ville qui sont devenues chaque samedi le principal point de



ralliement des participants au mouvement.

PREMIÈRE JONCTION LE 1ER DÉCEMBRE

Dès le 1er décembre, une première jonction entre le mouvement des Gilets jaunes et le milieu militant syndicaliste s'est opérée à l'occasion de la journée de manifestation contre la précarité appelée par la CGT et Solidaires, et une deuxième s'est opérée le 8 décembre à l'occasion d'une marche unitaire contre le dérèglement climatique. C'est à l'initiative de militantEs et de proches du NPA, impliqués dans la CGT et Solidaires, que les parcours préalablement et « officiellement » prévus ont été, malgré une présence policière déjà très importante, largement rallongés sur des distances qu'on n'avait plus parcourues depuis la loi Travail, permettant ainsi à une minorité de militantEs syndicalistes d'entrer franchement en contact avec le mouvement des Gilets jaunes, malgré des préventions, des réticences voire de franches inimitiés (largement réciproques d'ailleurs). Ensuite des liens se sont tissés entre l'intersyndicale interpro CGT, Solidaires, FSU, FO et des représentants des Gilets jaunes rouennais, malgré la place controversée d'un de leurs porte-parole, François Boulo, et des appels communs ont été lancés pour les manifestations des 5 février et 19 mars.

JUSQU'À 5000 MANIFESTANTES

C'est surtout lors des « manifestations du samedi », démarrant le matin à 10 heures et se prolongeant souvent très tard dans l'après-midi que Gilets jaunes, militantEs syndicalistes conscients de la nécessité de la convergence des luttes et militantEs d'extrême gauche, regroupés dans un pôle ouvrier, syndical et politique, ont appris à se côtoyer, souvent dans la bonne entente mais parfois de manière conflictuelle et à braver ensemble... (ou pas selon les forces) la répression policière. Ces manifestations, qui ont pu regrouper au plus fort jusqu'à 5000 personnes lors des appels « régionaux » du début de l'année, ont en effet fait l'ob-

jet, comme partout en France à partir de la mi-janvier, d'une répression policière sans précédent, parachevée depuis la fin du mois de mars par l'interdiction de pénétrer dans le centre-ville pour y manifester. Les occupations de ronds-points se sont, elles, érodées au fil des semaines, à la fois sous le coup de l'usure mais aussi à cause de la répression (interventions policières, gazages, verbalisations à 135 euros, arrestations). À la fin du mois d'avril, seul le rond-point des Vaches à Saint-Étienne-du-Rouvray, lieu emblématique du mouvement, était encore fréquenté par plusieurs dizaines de Gilets jaunes... en dehors des périodes des arrêts d'interdiction allant généralement du vendredi midi au mercredi soir ! Des assemblées générales de l'ensemble des collectifs de Gilets jaunes de l'agglomération regroupent chaque mois autour d'une centaine de personnes, d'autres assemblées locales hebdomadaires tournent autour de quelques dizaines de personnes. Il est possible de prendre la parole dans ces assemblées en tant que militant syndicaliste ou révolutionnaire pour proposer des actions communes de blocage ou de soutien aux différentes luttes, même si cela déclenche inmanquablement des critiques contres les organisations syndicales et les partis politiques en général. Des actions communes se sont ainsi construites au fil des mois, comme par exemple des blocages aux entrées de l'usine Renault de Cléon ou à l'usine Saipol de Grand-Couronne, des opérations « parking gratuit » au CHU de Rouen ou encore la participation à des manifestations avec les lycéenEs, les parents et les enseignantEs mobilisés contre les réformes Blanquer.

Lyon : des solidarités appréciées

Les contacts entre Gilets jaunes et l'ensemble des travailleurs ont commencé assez tôt sur le rond-point de Feyzin. Celui-ci se trouve juste en face des cuves de pétrole de la raffinerie Total, ce qui a facilité les rapports avec les travailleurEs lors des différentes actions, filtrages ou distribution de tracts. Des ouvrierEs d'Arkema, de Total, des chemi-

notEs... sont venus régulièrement sur le rond-point, ou à des AG locales. C'était l'époque où les GJ pensaient pouvoir vaincre seuls, uniquement par leur détermination à tenir. Fin 2018, lors de la grève chez Total (pour des augmentations de salaire) ni les ouvrierEs de Total, ni les GJ ne sont allés à la rencontre les unEs et des autres, alors qu'il n'y avait que l'autoroute à traverser.

PREMIÈRES CONVERGENCES

Les premiers véritables liens se sont tissés lors de la manif et de la grève du 5 février, même si beaucoup de Gilets jaunes ont été déçus par la brièveté (1h30 de défilé) et le côté gentillet de la manif. Celles est ceux qui ont voulu continuer ont été suivis par des syndicalistes CGT les plus déterminés. Et lors de la manif du 19 mars nous avons pu nouer des liens, notamment avec les salariéEs de Cogépart, (boîte sous-traitante de Carrefour qui s'occupe des livraisons à domicile), en grève depuis une semaine contre le licenciement d'un de leurs collègues. Des contacts ont été pris, un groupe assez important est venu à l'AG hebdomadaire, et le vendredi suivant a eu lieu une action au Carrefour de la Part-Dieu où la direction de Cogépart négocie enfin. Une bonne cinquantaine de Gilets jaunes, voire plus, ont mis une bonne ambiance durant les négociations qui ont abouti : le travailleur a été réintégré, pas de poursuite contre les grévistes et paiement de sept jours de grève (sur deux semaines). Ce jour-là, une caissière CGT de Carrefour est venue nous voir pour nous inviter à venir soutenir leur action le mardi suivant au magasin de Confluence. On se retrouvera à une bonne quinzaine. Au même moment les éboueurs du Grand Lyon (fonctionnaires de la Métropole) portaient en grève pour des revendications salariales, et des Gilets jaunes sont allés les voir sur les piquets, même si cela s'est borné à des discussions et pas à une aide concrète.

AVEC LES ÉBOUEURS DE PIZZORNO

Par contre, avec les éboueurs de Pizzorno (pour Lyon et la proche banlieue la métropole a sous-traité le ramassage des ordures) l'action conjointe a été très concrète. Les éboueurs sont venus à une de nos AG du lundi pour nous demander de nous joindre à eux, en particulier

tous les matins de 4h30 à 8h30 au piquet de grève pour retenir le plus longtemps possible les camions conduits par des intérimaires. Ce qui a marché. Outre les Gilets jaunes, il y a eu aussi des étudiantEs (notamment des camarades du NPA), éboueurs Metropole, qui sont venus à la rescousse. La direction a traduit en justice les éboueurs, et le tribunal a été rempli par différents travailleurEs et de nombreux Gilets jaunes sans gilets. Cela a apparemment fait pression sur la justice qui a donné raison aux grévistes. L'ouverture de négociations s'est fait dès l'après-midi, alors que depuis plus de 15 jours la direction de Pizzorno refusait toute entrevue (il faut dire aussi que la Métropole a fait pression à sa manière en menaçant Pizzorno d'une amende de 20 euros par poubelle non ramassée). Les éboueurs n'ont pas obtenu l'augmentation de 300 euros qu'ils réclamaient, et qui les aurait mis à égalité avec les salariés de la Métropole, mais 65 euros sous forme de prime indexée au salaire et la satisfaction sur tous les problèmes de sécurité. À peu près en même temps que la grève des éboueurs de Pizzorno, qui a débuté le 2 avril, commençait aussi la grève des travailleurEs de JST (Jeumont Schneider transformateurs) pour des augmentations de salaire (100 euros par mois). Après 3 semaines de grève, la direction n'a rien cédé, même si les travailleurEs ont bloqué pendant plusieurs semaines des transformateurs pour la centrale nucléaire du Triscatin. Et malgré la solidarité des Gilets jaunes, syndicalistes d'autres entreprises, les travailleurEs ont dû reprendre le travail. Il se trouve qu'à Lyon, depuis ce printemps, des grèves sur les salaires se sont enchaînées et, jusqu'à maintenant, ont été plutôt victorieuses et surtout ressenties comme telles par les travailleurEs qui se sont battus. Ces mêmes travailleurEs sont venus aux manif du samedi. On peut dire que l'AG hebdo de Lyon sert aussi de lieu de ralliement et de rencontre pour ceux qui se battent. Nous étions aussi une petite centaine en solidarité avec les hospitaliers pour accueillir Agnès Buzyn à l'hôpital Edouard Herriot.

Toulouse : réussites et difficultés dans la convergence entre Gilets jaunes et Gilets rouges

Toulouse aura été un bastion des Gilets jaunes, marqué par ses manifestations du samedi et les affrontements hebdomadaires avec la police. Depuis le mois de décembre et durant 6 mois, régulièrement, plus de 10 000 personnes se sont donné rendez-vous au centre de la Ville Rose.

SPÉCIFICITÉS LOCALES

Pourquoi cette situation particulière ? La métropole est marquée par une croissance urbaine horizontale incontrôlée, avec le plus fort accroissement de population de France. Les travailleurEs sont sans cesse repoussés plus loin du centre et des lieux de travail. Ils et elles se concentrent dans des villes dortoirs marquées par la pénurie d'infrastructures culturelles, sportives, d'associations... Mais également par un réseau de transports en commun défaillant, faisant exploser l'utilisation de la voiture avec un temps de transport quotidien moyen très élevé.

Dans cette situation, et dans un département ancré à gauche, le mouvement des Gilets jaunes a dès le départ été pris en partie en charge par des syndicalistes, que ce soit sur les ronds-points, les péages, ou dans la construction d'embryons de cadres démocratiques du mouvement. Ainsi, la convergence avec le mouvement syndical combatif, bien qu'ayant nécessité débats en décembre, s'est faite à des rythmes plus rapides qu'ailleurs. Le 7 décembre, la CGT 31 a été la première union départementale à avoir pris position contre la signature, par la Confédération, du communiqué intersyndical condamnant les violences des Gilets jaunes. Mais dans la rue, c'est la CGT santé du CHU qui a initié la convergence « blouses blanches avec les Gilets jaunes » le samedi 8 décembre, et qui a regroupé environ 400 personnes, salariéEs de la santé et militantEs.

APPELS SYNDICAUX

Le 10 janvier, une sous-commission « interpellation des directions syndicales » de l'AG des Gilets jaunes, animée par quelques militantEs « auto-

nomes » et d'extrême gauche, a voulu organiser un rassemblement devant la Bourse du travail. La CGT a répondu favorablement et a ouvert les portes de la Bourse pour un débat commun entre Gilets jaunes et syndicalistes. Étaient présentEs en grand nombre des militantEs CGT et près de 300 personnes ont échangé sur comment arriver à construire la grève générale.

À partir du 15 janvier, CGT, FSU et Solidaires ont appelé à toutes les manifestations du samedi. Bien que n'entraînant qu'une minorité militante, ces appels ont été fondamentaux pour exprimer la convergence entre le mouvement ouvrier et les Gilets jaunes.

Malgré ce début de dynamique, la journée de grève du 5 février a été décevante. Il n'y a pas eu de grèves importantes dans aucun secteur et de nombreuses et nombreux militantEs syndicaux, investis dans les cadres Gilets jaunes, ont été confrontés aux difficultés à mettre en grève leurs collègues. Beaucoup ont arrêté la propagande pour la grève générale à ce moment-là.

Quelques secteurs se sont néanmoins mobilisés dans les semaines qui ont suivi, avec une solidarité symbolique de groupes de Gilets jaunes : dans la santé, dans des boîtes privées sous-traitantes de l'aéronautique ou encore lors de la grève des éboueurs de la ville de Toulouse.

1ER MAI RÉUSSI

Dans la dernière séquence, la journée de grève du mois de mars et celle du 9 mai n'ont vu que très peu de Gilets jaunes dans le rang des manifestations. C'est le premier mai que la convergence a été la plus forte avec la moitié du cortège (environ 6000 personnes), en tête, composée par des manifestantEs en Gilets jaunes.

Tout au long de la mobilisation, la présence d'une partie du mouvement syndical a été précieuse, aux côtés de la gauche radicale, pour prendre largement le dessus sur les forces réactionnaires qui ont échoué à s'implanter à Toulouse. Mais face aux difficultés à mobiliser dans les boîtes dans un contexte où les directions syndicales nationales refusent de centraliser l'affrontement avec Macron et le patronat, la question de la grève générale n'a pas réussi à s'imposer. C'est pourtant la seule voie pour gagner. □

La lutte des Ford et la politique du NPA : une réponse à Lutte ouvrière

PAR ROBERT PELLETIER, POUR LE NPA

Malgré quelques précautions littéraires, la discussion engagée par les camarades de Lutte ouvrière autour de la lutte des travailleurEs de l'usine Ford dans le n°199 de leur revue *Lutte de classe*, peut se résumer à une charge sévère contre la politique menée par le syndicat CGT du site, le NPA et notre camarade Philippe Poutou, tout en se prétendant « non polémique ».

Cette discussion nous semble malgré tout intéressante puisqu'elle aborde la tactique des révolutionnaires dans une période qui ne l'est pas. Cette divergence sur la politique quotidienne est d'ailleurs une de celles qui explique l'existence de deux organisations séparées.

EST-IL POSSIBLE DE GAGNER ?

« Ce n'est pas le fait que la fermeture de l'usine n'ait pu être empêchée que nous discutons. Cela n'était pas à la portée des travailleurs et des militants¹ ». La discussion s'ouvre sur ce qui est peut-être le fond des désaccords avec LO. Même si peu de batailles de ce genre ont été victorieuses, il n'est pas juste de prétendre que ces batailles sont, a priori, désespérées. D'autres sites n'ont pas fermé leurs portes, tels les Fonderies du Poitou, la Fonderie de Bretagne à Caudan (ex-SBFM) ou Arcelor. Dans plusieurs cas la fermeture a été repoussée pendant de nombreuses années. Sans remonter jusqu'à Lip on peut recenser Ford ou Sadefa (Fonderie de Fumel). Dans d'autres cas, la « solution » du type Scop a été « choisie » par les salariéEs (Thé Éléphant, La Belle Aude, Fonderie de Fumel). Bien sûr, il est facile d'opposer à ces quelques exemples la longue liste des sites fermés, même après des batailles de grande ampleur : Lu-Danone, Technicolor, Chausson Creil et Gennevilliers, 3 Suisses, New Fabris, Continental, Goodyear et bien d'autres.

Mais partir de l'idée qu'il est impossible de gagner, comme l'affirme LO,

place les salariéEs devant une seule perspective : vendre sa peau, sa capacité à travailler et donc à « gagner » sa vie au plus cher. Ce qui se traduit le plus souvent par « la valise et le chèque » ou les méandres des mal-nommés « Plans de sauvegarde de l'emploi » (PSE). Une politique peu à même d'unir le camp des travailleurEs, de les convaincre que le système capitaliste peut se combattre.

FAUT-IL SE CONTENTER DE SE BATTRE POUR « SAUVER SA PEAU » ?

« La justesse d'une politique ne s'apprécie pas aux résultats obtenus. Ceux-ci dépendent aussi des conditions objectives et des choix des adversaires des travailleurs, qui peuvent décider de ne rien lâcher, même face à une lutte large et déterminée menée de la façon la plus démocratique qui soit, sur les objectifs les plus justes² ».

Ceci est en partie vrai, mais seulement en partie. Il n'est pas indifférent de gagner quelques années d'« exploitation capitaliste », c'est-à-dire d'un travail, pour une partie plus ou moins significative des salariéEs.

Quels sont ces « objectifs les plus justes » ? Dans son hebdomadaire, LO est revenue à plusieurs reprises sur ces enjeux. Dans *Lutte ouvrière* du 19 décembre 2018, on pouvait lire : « Pour les emplois comme pour de meilleures conditions de départ, les travailleurs n'ont d'autre choix que de lutter pour faire payer les patrons le plus cher possible ». Le 27 février 2019 : « Ceux qui ont besoin d'un emploi, qui n'auront que quelques mois de salaire en indemnisation après des années d'exploitation, comme ceux qui partent en préretraite avec 70 % du salaire brut, ont tout intérêt à se mobiliser pour défendre leur peau, que ce soit pour obtenir plus d'argent ou pour imposer la garantie d'un travail » ; le 6 mars : « Il faudra une véritable mobilisation des travailleurs pour imposer de meilleures conditions de départ, que ce soit pour

obtenir plus d'argent, certains parlant maintenant d'un minimum de 200 000 euros pour tous, ou pour imposer la garantie d'un emploi quel que soit l'employeur ».

Dans l'article de *Lutte de classe* concerné, LO affirme qu'il faut « dire à ses camarades de travail que la seule chose qui compte c'est de se battre pour sauver au mieux notre peau³ ».

Ainsi, *Lutte ouvrière* met en permanence sur le même plan la sauvegarde des emplois et les départs sous toutes les formes possibles en maniant un nouveau concept : « sauver au mieux notre peau ». Au contraire, les camarades de la CGT Ford ont constamment, et jusqu'à ce jour, privilégié la bataille pour qu'un maximum de salariéEs conserve un emploi. Avec les conséquences sur ce que l'on appelle les emplois induits, c'est-à-dire l'ensemble des emplois dépendant de l'existence de l'usine Ford à Blanquefort.

De plus, selon LO, défendre le maintien des emplois revient à s'inscrire dans le cadre du système capitaliste, et les camarades écrivent donc, concernant la bataille pour le maintien de Ford sur le site (bataille gagnée en 2009) ou la reprise par Punch : « Le choix de cette stratégie non seulement ne condamnait pas le fonctionnement du capitalisme, mais tendait à dire qu'en dehors de lui point de salut⁴ »... « On en revient, qu'on le veuille ou non, à rejoindre la politique des centrales syndicales, lesquelles ne s'embarassent pas pour déclarer que « cette usine est autant et plus rentable que les autres », en se plaçant sur le terrain voulu par les capitalistes, celui de la concurrence entre les travailleurs⁵ ». Façon pour le moins peu élégante de dire que le combat des camarades s'inscrit dans la logique du système. Qu'ils « le veuillent ou non ». Il s'agit ici d'un débat important autour des revendications : permettent-elles de construire la lutte ? D'unifier les tra-

vailleuEs autour de ce combat ? S'agit-il de revendications immédiates ou transitoires ? Il nous semble que la revendication de maintien des emplois permet, elle, de poser la question de l'interdiction des licenciements de manière concrète, et pas seulement de façon propagandiste.

D'un autre côté, la stratégie défendue par LO centrée sur l'objectif, pour les travailleurEs du site concerné, de « sauver leur peau », tend à restreindre la lutte à l'intérieur de l'usine concernée. Plus une lutte est isolée, moins elle a de chances de gagner. Élargisse-

reprendre Ford, d'une manière ou d'une autre, terrain, bâtiment et machines, pour y réimplanter une activité, sauvant ainsi quelques centaines d'emplois. La défense des emplois, c'est politique. Car le problème de défense des emplois, directs et induits, est un problème politique, celui d'une intervention des pouvoirs publics contre les logiques destructrices du privé. Il s'agit d'avoir une stratégie industrielle, de prendre en main des outils de production pour lancer des activités socialement utiles, répondant aux urgences environnementales. Cela suppose une

entreprise, qu'elle soit nationale ou étrangère. L'État gère en effet les intérêts globaux, à moyen ou long terme, du système capitaliste, ce qui peut susciter des conflits partiels, ponctuels, avec tel ou tel capitaliste, les intérêts du système capitaliste en général, avec ses crises, ses logiques de concurrence, ses mutations, ne correspondant pas mécaniquement à la somme des intérêts particuliers des capitalistes.

De plus cette revendication, même avec ses limites, pose la question du pouvoir, de qui décide, de la démocra-



ment à d'autres secteurs et soutien de la population motivée par le nombre d'emplois induits supprimés dans la foulée ne sont envisageables qu'autour de l'objectif de refuser la fermeture d'une usine.

On cherchera, en vain, dans le paragraphe « Une alternative existait-elle ? », autre chose qu'une dénonciation générale du capitalisme, propagandiste mais peu à même de favoriser la mobilisation des travailleurEs.

DÉNONCER OU COMBATTRE ?

Le même débat, ou plutôt la même polémique, reprend au sujet des interventions des camarades en direction de l'État. *Lutte de classe* cite longuement un article de *l'Anticapitaliste* du 28 mars 2019 : « Enfin nous n'abandonnons pas tout espoir d'éviter la disparition de l'usine. Nous tentons de pousser l'État et les collectivités territoriales à

confrontation avec les multinationales, de dire stop à leur plein pouvoir, à leur impunité, cela oblige à changer les lois pour réquisitionner, reprendre l'argent public détourné au minimum. »

Pour *Lutte ouvrière*, « voilà où mènent les choix stratégiques des responsables syndicaux : à se placer sur le terrain des grandes organisations syndicales, qui prétendent jouer le rôle de conseillers, mais qui seront, en cas de crise sociale ou politique, les ultimes défenseurs du système capitaliste⁶ ».

Apprécions encore la délicatesse du propos, entre militantEs, entre camarades. C'est pourtant sans illusion sur le rôle fondamental de l'État comme instrument de mise en œuvre des politiques capitalistes que les camarades de la CGT Ford ont tenté de s'appuyer sur les contradictions qui, à un moment ou à un autre, peuvent apparaître entre le gouvernement et une

tie dans l'entreprise et au-delà. Dans cette formulation, elle pose également la question de choix de production en fonction des besoins et, enfin, ce qui n'est pas des moindres dans une usine de l'automobile, la question de l'écologie et des choix de mode de production qui se posent de manière urgente à l'ensemble de l'humanité.

DES BILANS À DÉBATTRE

Sur un autre plan, les camarades de *Lutte ouvrière* répètent en plusieurs endroits que la stratégie de la CGT Ford n'aurait pas permis d'aider la mobilisation, la compréhension des salariéEs de l'usine. Ils opposent cette stratégie à celle suivie par d'autres : « Aussi dures que puissent avoir été,

par exemple, les luttes des travailleurs de PSA à Aulnay-sous-Bois en 2012-2013, de Continental à Clairoux en 2009, ou encore de Chausson à Creil de 1992 à 1996, les travailleurs n'ont pu mettre en échec les choix fondamentaux des géants industriels. Mais il n'empêche que, non seulement les travailleurs de ces entreprises sont sortis renforcés à l'issue de leur lutte, mais, bien au-delà, ces combats, chacun à sa façon, ont renforcé le moral d'au moins une partie de la classe ouvrière. Cela, bien sûr, grâce à leur radicalité, et pas en fonction des résultats obtenus, mais aussi et tout autant, par la façon dont ces luttes ont été dirigées: elles l'ont été par les travailleurs eux-mêmes⁷.

Notre propos n'est pas ici de tenter d'expliquer pourquoi « les travailleurs n'ont pu mettre en échec les choix fondamentaux des géants industriels », malgré la mise en œuvre des stratégies recommandées par LO (puisque ces luttes ont été menées en grande partie à l'initiative de camarades de LO). En revanche il nous semble faux de penser que « non seulement les travailleurs de ces entreprises sont sortis renforcés à l'issue de leur lutte, mais, bien au-delà, ces combats, chacun à sa façon, ont renforcé le moral d'au moins une partie de la classe ouvrière. » Le bilan social des fermetures de sites est

connu : à la sortie, peu d'emplois en CDI, des emplois dégradés (conditions de travail, éloignement, salaires), des suicides, des crises familiales... Dans un ouvrage consacré à la fermeture de l'usine Chausson de Creil, la sociologue du travail Danièle Linhart explique : « Période de tous les dangers, donc, que celle où se déroule un plan social ou pire encore, une fermeture de site. Pire encore parce que c'est tout un passé collectif qui se trouve disqualifié, qui se trouve effacé. Le sentiment d'inutilité et de perte de sens est encore plus fort, car ce ne sont pas que des hommes et des femmes qui sont devenus inutiles, mais c'est tout un monde qui s'effondre, avec ses règles, ses habitudes, ses valeurs, sa culture, sa force, ses réalisations, les souvenirs qui y sont enfouis et toutes les traces d'un passé commun faisant sens ». Après avoir souligné que l'exemplaire mobilisation des salariéEs a « débouch[é], au bout du compte, sur un nombre tout à fait impressionnant, inhabituel, de personnes reclassées et un faible nombre d'incasables », l'auteure insiste sur le fait que, vingt-deux mois après la fin du dernier plan social, « la majorité des personnes laissent paraître qu'elles ne se sont pas remises du drame qu'elles ont vécu deux ans auparavant⁸ ».

Probablement que, parmi les plus militantes, syndiquées ou non, organisées politiquement ou non, un certain

nombre de salariéEs se trouvent renforcés dans leurs convictions, dans leurs implications militantes. Mais la grande majorité de celles et ceux qui se retrouvent sans emploi, en retraite anticipée, avec des emplois dégradés, tirent un bilan plutôt négatif de ces séquences. ToutE militantE qui aura croisé le chemin d'unE des ces « ex » dans son entreprise ne confirmera pas l'avis des camarades de LO. De même, passés les pics d'enthousiasme qu'ont pu susciter l'envahissement d'une sous-préfecture, la menace de « tout faire péter », la séquestration de patrons « voyous » ou de cadres dévoués, le bilan global, sur le long terme, est plutôt celui d'une impuissance à bloquer les politiques patronales, et cela « bien au-delà » des travailleurEs de l'entreprise concernée. « Sauver sa peau » n'est pas gagner une bataille, mais plus souvent proche du sentiment d'avoir survécu au désastre.

MILITANTES RÉVOLUTIONNAIRES ET SYNDICALISME

Pour terminer, revenons à la conclusion de l'article de Lutte de classe : « Par-delà les circonstances concrètes de chaque lutte, la préoccupation essentielle d'un militant ouvrier révolutionnaire est d'être attentif à tous les pas en avant possibles, aussi modestes soient-ils. Mais il faut garder le cap et les principes. Ils restent le gage de vrais succès dans la remontée de la conscience de notre classe. Il ne faut pas les abandonner par suivisme à l'égard des appareils réformistes ni pour quelque raison que ce soit. Car cela revient à subordonner les travailleurs aux illusions inspirées par la bourgeoisie, précisément au moment où, en s'engageant dans la lutte, ils ont besoin de perspectives⁹ ».

L'ensemble de l'article est construit sur un amalgame entre, d'une part, les positions du NPA défendues par Philippe Poutou et, d'autre part, celles de la CGT Ford, révélateur d'une divergence d'approche quant au rôle



Photothèque rouge / JMB



Photothèque rouge / JMB

des militantEs révolutionnaires dans les syndicats. Un militant révolutionnaire, fusse-t-il candidat à l'élection présidentielle, ne décide pas seul : il défend, met en débat dans le syndicat, auprès des salariéEs, son opinion, ses convictions, ses propositions dans le cadre de la mobilisation. Mais l'état d'esprit des unEs et des autres, l'état du rapport de forces et du niveau de conscience, ne permettent pas toujours d'emporter la conviction de toutes et tous. Les appareils syndicaux alentour, les médias, exercent une pression idéologique qui pèse sur les possibilités réelles de mobilisation. Les contraintes matérielles de nombreux et nombreuses salariéEs suscitent aussi bien des hésitations. Il s'agit donc, à tout moment, de faire des choix d'actions, d'axes de mobilisation qui permettent « *tous les pas en avant possibles, aussi modestes soient-ils* », mais en gardant en tête l'idée que « *le gage de vrais succès dans la remontée de la conscience de notre classe* » est fondé sur la mise en action, si possible majoritaire, des salariéEs concernéEs. Pour cela tous les moyens se défendent : grève, occupation, envahissement de lieux symboliques, rencontres avec les salariéEs d'autres entreprises, en lutte ou non. Les camarades de LO n'évoquent pas les nombreuses actions engagées par la CGT Ford : multiples manifesta-

tions au Mondial de l'auto, participation aux manifestations syndicales interprofessionnelles, déplacements sur d'autres sites Ford en Grande-Bretagne et en Allemagne (ce qui n'est pas la moindre des choses, du point de vue de la conscience internationaliste des travailleurEs, à l'heure des tentations chauvines et souverainistes), tentatives de mises en place de coordination d'équipes syndicales (toujours refusées par LO car les entreprises concernées n'étaient pas en grève !). L'ensemble de ces actions a été proposé, engagé par le syndicat CGT Ford. Parfois minoritaire, parfois massive, mais avec l'idée que le caractère massif des actions était un gage de réussite. Que la coordination, l'extension à d'autres entreprises en lutte était essentielle. Tout n'a pas réussi mais la volonté de sauver l'essentiel, pour le plus grand nombre, c'est-à-dire un travail, un salaire, a constamment guidé les camarades du NPA, et de la CGT Ford plus largement. Rien qui permette d'écrire que nos camarades ont « *abandonn[é] [les principes] par suivisme à l'égard des appareils réformistes* » ou « *subordonn[é] les travailleurs aux illusions inspirées par la bourgeoisie* ». Quant à l'attitude des « *appareils réformistes* » en l'occurrence la CGT, elle est allée de l'indifférence à l'hostilité, en passant par le refus d'un quel-

conque soutien, que ce soit au niveau de la Confédération, de la Fédération des métaux ou de l'UD de la Gironde. Évoquer la lutte des Ford ou le nom de Poutou à Montreuil était impossible. Peut-être parce que, précisément, la politique des camarades de la CGT Ford n'était pas « *suiviste* »...

CONCLUSION PROVISOIRE

Pour poursuivre le débat, deux éléments nous paraissent essentiels. Tout d'abord, en s'appuyant sur l'analyse, assez juste, de la dégradation du rapport de forces au détriment de la classe ouvrière, c'est Lutte ouvrière, qui, dans les faits, limite les perspectives des luttes à « *sauver sa peau* » et faire payer au Capital le plus cher possible cette prétendue sauvegarde. À la manière de ce que nos « *classiques* » affirment être la tâche des syndicats, c'est-à-dire à vendre notre force de travail à sa valeur. L'expé-

rience montre que la lutte pour le maintien de l'emploi permet la construction d'un rapport de forces bénéfique, y compris pour « *vendre sa peau* » au plus cher.

À l'opposé, nous défendons une politique qui tente de mettre en mouvement des fractions significatives de la classe ouvrière contre les fondements du capitalisme : dictature dans la production, les choix de production, et rôle de l'État, instrument de la classe dominante. Et ceci, non en se limitant à une propagande générale mais en proposant des modes d'actions, des mots d'ordre qui permettent à la classe ouvrière de prendre en main le combat contre cette domination.

C'est le sens du mot d'ordre d'interdiction des licenciements, de contrôle ouvrier (livres de comptes, organisation du travail, choix de production, etc.). Y compris en mettant l'État en porte-à-faux entre ses déclarations de neutralité et la réalité de son soutien aux capitalistes. □

(1) LdC n°199, page 30, 1e colonne.

(2) LdC n°199, page 31, 1e colonne.

(3) LdC n°199, page 31 3e colonne.

(4) LdC n°199, page 33, 2e colonne.

(5) LdC n°199, page 33, 3e colonne.

(6) LdC n°199, page 34, 1e colonne.

(7) LdC n°199, page 35, 1e colonne.

(8) Danièle Linhart avec B. Rist et E. Durand, *Perte d'emploi, perte de soi*, éditions ERES, 2002.

(9) LdC n°199, page 35, 3e colonne

L'effondrement des sociétés humaines est-il inévitable ? Une critique de la « collapsologie »

PAR DANIEL TANURO

« Comment tout peut s'effondrer » est le titre d'un ouvrage paru en 2015. Pablo Servigne et Raphaël Stevens, les auteurs, reprenaient la thèse de l'effondrement des sociétés popularisée par l'auteur à succès Jared Diamond. Prétendant se limiter au constat d'un effondrement inévitable au vu des diagnostics de la science, les deux auteurs créaient le terme de « collapsologie », autrement dit la science de la catastrophe écologique entraînant l'effondrement de la société humaine. Daniel Tanuro avait déjà proposé une analyse critique de « Comment tout peut s'effondrer », lors de la sortie du livre¹. Voulant en savoir plus et favoriser un débat ouvert sur la « collapsologie » et les « collapsologues », « Moins ! » (un journal d'écologie politique de Suisse romande), a sollicité une contribution de Daniel Tanuro. Nous publions ici une version un peu réduite du texte paru dans « Moins » (déjà repris sur le site Europe solidaire sans frontières) ; les intertitres sont de la rédaction de l'Anticapitaliste.

La « collapsologie » et l'écosocialisme présentent certains points communs mais aussi de sérieuses différences. Il faut souhaiter que le débat permette de les aplanir, ou à défaut de les clarifier. C'est dans cet esprit que cette contribution est écrite. Nous sommes d'accord sur un point important : il ne s'agit pas d'une crise, au sens où on parle d'une crise économique ou d'une crise de foie, c'est-à-dire de phénomènes passagers. Ce à quoi nous sommes confrontés est infiniment plus grave. Mais l'avenir reste ouvert, malgré tout. C'est la lutte qui est à l'ordre du jour, pas la résignation endeuillée.

Selon le programme international géosphère-biosphère, la soutenabilité de la civilisation humaine dépend de neuf paramètres écologiques. On définit pour chacun une frontière de dangerosité à ne pas franchir. La reconstitution en cours de la couche d'ozone est le seul point positif. La frontière est inconnue pour deux paramètres. Elle est franchie pour trois des six autres : le déclin de la biodiversité, la perturbation du cycle de l'azote et la concentration atmosphérique en gaz à effet de serre.

Contentons-nous d'une indication concernant le changement climatique : les scientifiques situent entre +1°C et +4°C (par rapport à l'ère préindustrielle) le point de basculement au-delà

duquel la calotte glaciaire du Groenland se disloquera, entraînant in fine une hausse de sept mètres du niveau des océans. Depuis 2016, le réchauffement est supérieur à 1°C ; nous sommes donc dans la zone dangereuse. De toute manière, sans mesures drastiques, une hausse de 60 à 80 cm du niveau des océans est fort probable dans les prochaines décennies. Plusieurs centaines de millions de personnes seront alors contraintes de déménager.

Nous ne serions pas dans cette situation tragique si de sérieuses réductions des émissions de gaz à effet de serre avaient été décidées dans le sillage de la Conférence de Rio, en 1992. Mais les émissions ont augmenté plus vite que jamais. Un record a même été battu en 2017 : 3,7% de hausse ! [...]

LA PREUVE PAR L'ÎLE DE PÂQUES

Les « collapsologues » en concluent qu'un effondrement est inévitable et qu'il a déjà commencé². Ils s'inscrivent dans l'analyse de Jared Diamond : la société scie la branche environnementale sur laquelle elle est assise ; elle s'effondrera par conséquent, comme se sont effondrées d'autres sociétés humaines dans le passé (l'île de Pâques, les Mayas, etc³). Qu'est-ce que cela signifie ? Il ne s'agit pas simplement de l'effondrement d'une structure politico-étatique, comme ce fut le cas avec la chute de l'empire romain, mais d'un « écocide »,

entraînant le dépassement de la « capacité de charge » et la disparition d'une grande partie de la population, voire de la majorité de celle-ci. Le succès de cette thèse a été assuré par la métaphore de l'île de Pâques. Selon Diamond, les Pascuans se seraient multipliés jusqu'à être 30 000. Ils auraient détruit l'écosystème en coupant les grands palmiers pour déplacer leurs statues, de sorte que 4/5e de la population aurait disparu. La planète d'aujourd'hui serait dans la même situation. Un effondrement global serait sur le point de se produire.

C'est cette vision que reprennent Pablo Servigne et Raphaël Stevens. Seulement, les choses ne se sont pas du tout passées comme ça à l'île de Pâques. Il est maintenant bien établi que les Pascuans n'ont jamais été plus de 3500. Les grands palmiers auraient disparu suite à la prolifération de rongeurs importés par les Polynésiens. Le mystère de l'arrêt de la production des statues s'explique par des facteurs sociaux. Le coup de grâce à la civilisation pascuane a été porté par une cause extérieure : les raids esclavagistes, qui ont décimé la population.

[...] Mais pourquoi des scientifiques comme Pablo Servigne et Raphaël Stevens continuent-ils à citer Diamond ? Pourquoi ne mentionnent-ils pas *Questioning Collapse*⁴, qui conclut que la thèse de l'effondrement environnemental des sociétés du passé n'a aucun

fondement ? Ils pourraient le faire parce que, s'agissant du présent, les « collapsologues » ont tout à fait raison : la destruction environnementale fait planer une menace réelle d'effondrement. Les écosocialistes partagent entièrement cette inquiétude. Par contre, nous sommes en profond désaccord avec la manière résignée de considérer l'effondrement comme un événement à accepter parce qu'il serait inévitable.

RAPPORTS SOCIAUX ET LOIS NATURELLES

Pablo Servigne déclare dans une interview que cette inévitabilité se base sur un « faisceau de preuves scientifiques⁵ ». Cette affirmation est extrêmement contestable. En vérité, quand des spécialistes de la menace environnementale sortent du strict exposé des faits, deux grandes orientations apparaissent.

La première est celle de chercheurEs pour qui la croissance est une vache sacrée. Ils croient que des technologies miracles permettront d'éviter la catastrophe, sans rien changer au système économique. Cette orientation est nettement majoritaire. Dans le 5e rapport du GIEC (qui fait la synthèse des travaux existants), plus de 90% des scénarios visant à rester sous 2°C de réchauffement sont basés sur l'hypothèse d'un déploiement massif de la bio-énergie avec capture et séquestration du carbone (une forme de géo-ingénierie pleine de risques écologiques et sociaux).

La seconde orientation, très minoritaire, émane de chercheurEs pour qui la croissance est une calamité mais qui imputent la responsabilité de la catastrophe au genre humain. La technologie et la production sociale, selon elles et eux, seraient productivistes par définition. L'idée que la société actuelle va droit dans le mur parce qu'elle a pour but le profit de capitalistes qui se battent pour des parts de marché ne les effleure même pas. Du coup, réduire la population est pour ces gens la seule solution. [...]

D'une manière générale, ces deux orientations ont en commun de faire comme si les rapports sociaux de la société capitaliste relevaient de lois naturelles. Or, au lieu de critiquer « la science » sur ce point, les « collapsologues » l'imitent. Dans l'interview citée plus haut, Pablo Servigne explique que l'effondrement est inévitable parce que « notre société

est basée à la fois sur les énergies fossiles et sur le système-dette » : « pour fonctionner, elle a besoin de toujours plus de croissance », or « sans énergies fossiles, il n'y a plus de croissance », « donc les dettes ne seront jamais remboursées », donc « tout notre système socio-économique va s'effondrer », dit-il. La même analyse est développée dans l'ouvrage écrit avec Stevens.

L'ÉCOSOCIALISME, ALTERNATIVE À LA RÉSIGNATION

Or, on ne peut pas mélanger ainsi les pommes des combustibles fossiles et les poires de la dette ! Les entreprises fossiles et leurs actionnaires ne veulent pas arrêter d'exploiter les stocks fossiles parce que cela ferait éclater une bulle financière, OK. Mais cette bulle est composée de capitaux fictifs. C'est le produit de la spéculation. Cela n'a rien à voir avec le monde physique. Aucune loi naturelle ne dit que la facture de l'éclatement de la bulle de carbone doit être payée par le reste de la société. Aucune loi naturelle ne dit donc que cet éclatement doit faire s'effondrer la population mondiale. [...] Que les actionnaires paient les frais de leur gabegie, et le problème de la dette sera résolu.

Plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre est attribuable aux dix pour cent les plus riches de la population mondiale. Autrement dit : plus de la moitié de l'énergie consommée vise à satisfaire les besoins des riches. Ajoutons l'énergie gaspillée à fabriquer des armes (pour défendre les intérêts des riches) et des produits à obsolescence programmée (pour augmenter les profits des riches), ainsi que le gaspillage de près de la moitié de la production alimentaire mondiale (dû surtout à la course au profit instituée par les riches) et l'analyse change du tout au tout. La situation est gravissime ? Oui ! Il y a une menace d'effondrement ? Oui. Mais cette issue n'est pas du tout « inévitable ». Elle risque de devenir inévitable si nous n'imposons pas des réponses anticapitalistes. Nuance ! Les pratiques communautaires alternatives, par conséquent, doivent s'articuler sur une stratégie sociale et sur des luttes anticapitalistes, notamment pour bloquer les projets d'expansion du capital fossile.

En refusant de tirer cette conclusion simple, les collapsologues se mettent sur un terrain très glissant : celui de la résignation fataliste face au risque de voir des centaines de millions d'êtres

humains payer de leur vie la destruction de l'environnement par la folie croissantiste du capital. [...] Les réponses hésitantes de Pablo Servigne au sujet de Malthus sont d'ailleurs significatives : sa grille de lecture « collapsologique » l'empêche de voir que l'auteur du *Principe de population* n'est pas un écologiste avant l'heure mais l'idéologue cynique de l'élimination des pauvres au profit de l'accumulation par les riches⁶.

Dans un second ouvrage (écrit avec Gauthier Chapelle), Pablo Servigne prolonge la réflexion de Kropotkine sur l'entraide dans le monde vivant⁷. C'est un point important. En particulier, la coopération est une caractéristique d'Homo sapiens en tant qu'animal social. Le capitalisme, qui est basé sur la lutte de toutEs contre toutEs, est donc un mode de production contre-nature. Il faut espérer que ce constat permettra aux « collapsologues » de sortir de leur résignation endeillée. Mais il ne suffit pas d'appeler la biologie à la rescousse. Car la nature humaine n'existe concrètement qu'à travers ses formes historiques. L'entraide vraie, celle qui se manifeste spontanément mais fugitivement dans les catastrophes, ne peut se solidifier que dans l'auto-organisation de la lutte contre la destruction capitaliste. En fin de compte, pour prendre le dessus, il lui faudra jeter les bases d'une autre société, basée sur la satisfaction des besoins humains réels, démocratiquement et prudemment déterminés dans le respect des écosystèmes. C'est cette lutte et cette forme historique que nous appelons écosocialisme. □

(1) Daniel Tanuro, ESSF (article 35111), « Crise socio-écologique : Pablo Servigne et Rafaël Stevens, ou l'effondrement dans la joie ». Daniel Tanuro a également publié, en mars 2019 : « La plongée des "collapsologues" dans la régression archaïque » <https://www.gaucheanticapitaliste.org/la-plongee-des-collapsologues-dans-la-regression-archaïque/>

(2) *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie*, Pablo Servigne et Raphaël Stevens, Seuil, 2015.

(3) Jared Diamond, *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Folio essais 2009.

(4) *Questioning Collapse. Human Resilience, Ecological Vulnerability, and the Aftermath of Empire*, Patricia A. McAnany et al., Cambridge University Press, 2010.

(5) Reporterre, 7 mai 2015

(6) Interview à Contretemps, 7 mars 2018. Les collapsologues disent que les populations pauvres du Sud seront les moins touchées par l'effondrement, parce que leur existence est la moins artificielle. C'est hélas (mais est-ce une surprise ?) le contraire qui risque de se passer - et qui se passe déjà sous nos yeux.

(7) Pablo Servigne et Gauthier Chapelle, *L'entraide. L'autre loi de la jungle*, Les liens qui libèrent, 2017.

Nouvelle vague féministe, théorie de la reproduction sociale et conséquences stratégiques

PAR AURORE LANCEREAU

Ces derniers mois, trois ouvrages sur le féminisme publiés quasiment coup sur coup se réclamaient tous directement ou indirectement de la théorie de la reproduction sociale¹. Cette théorie, peu connue en France, connaît un essor important depuis quelques années, à la faveur conjuguée du renouveau théorique marxiste suite à la crise de 2008, et du début d'une nouvelle vague féministe, notamment en Amérique latine, en Italie, dans l'État espagnol ou encore en Suisse, axée sur la lutte contre les violences sexistes et pour le droit à disposer librement de son corps. Dans ce contexte, la théorie de la reproduction sociale apparaît comme un outil dans la lutte conjuguée contre le capitalisme et la domination des femmes et des minorités de genre. Mais en quoi consiste cette théorie ? Et en quoi peut-elle nous être utile ?

La théorie de la reproduction sociale (TRS) est le fruit de cinquante ans de débats du féminisme marxiste, ayant eu lieu majoritairement au sein du monde anglo-saxon. Dès la lutte pour la contraception et pour l'avortement dans les années 1960 et 1970, le débat autour du travail domestique fait émerger les figures de Silvia Federici, Mariarosa Dalla Costa et Selma James, entre autres. Dans les années 1980, la réflexion se développe tout particulièrement au Canada. C'est la publication, en 1983, de l'ouvrage *Marxism and the oppression of women. Towards a unitary theory* de l'Étatsunienne Lise Vogel qui fixe le plus rigoureusement le cadre théorique de ce qui ne s'appelle pas encore la théorie de la reproduction sociale, en proposant une élaboration à partir du cadre théorique du Livre I du *Capital* de Marx. Enfin, c'est dans le contexte des années 2010 que cette théorie se fixe en tant que telle, avec de nombreuses théoriciennes s'en réclamant et la développant, comme Tithi Bhattacharya, Sue Ferguson, Cinzia Arruzza ou Sara Farris.

« QUI PRODUIT LES TRAVAILLEUR·ES ? »

De la même façon que Marx a défini la base matérielle de la domination des travailleur·Es, l'appropriation par les capitalistes de la survaleur, un des grands débats qui a traversé le mouvement féministe est la conceptualisation de la

base matérielle de la domination sur les femmes et les minorités de genre. La plupart des théoriciennes des années 1960 et 1970 l'avaient fondée sur le travail domestique des femmes, invisibilisé et gratuit, effectué dans le cadre du mariage hétérosexuel (soin des enfants et des personnes âgés, préparation des repas, entretien de la maison, etc.). La théorie de la reproduction sociale essaye d'aller plus loin en analysant cette forme de travail spécifique avec l'aide des outils conceptuels de Marx. Il s'agit dès lors moins d'analyser le travail effectué en le caractérisant de façon descriptive que d'essayer de comprendre ce qui fonde ce travail en tant que travail et d'expliquer sa fonction centrale au sein de l'économie globale du capitalisme.

Au fondement de la théorie de la reproduction sociale est la question que pose Tithi Bhattacharya : « *Le marxisme nous apprend que dans le mode de production capitaliste, les travailleur·Es produisent les marchandises, ce qui est central au système, mais la théorie de la reproduction sociale pose la question : si les travailleur·Es produisent les marchandises, qui produit les travailleur·Es ?* ».

Le travail reproductif est précisément le travail qui assure la production et la reproduction des travailleur·Es. Il assure la production des futur·Es travailleur·Es par la procréation et l'éducation des enfants ; il assure la reproduction des

travailleur·Es par le soin quotidien qui leur est apporté, tant en termes matériels (maison, nourriture, repos) qu'émotionnels (soins psychologiques, affection). Ce travail spécifique a été et demeure encore très majoritairement effectué par les femmes, et il constitue la base matérielle de la domination qui s'exerce sur elles. On peut faire l'hypothèse que c'est du fait de leur monopole reproductif biologique qu'elles ont ensuite été assignées à la reproduction sociale comme un tout.

La reproduction est centrale dans l'ensemble des sociétés, et en particulier dans les sociétés capitalistes. En effet, que produit-on lorsque l'on produit des travailleur·Es ? Ni plus ni moins que la force de travail, qui selon Marx, est la seule marchandise productrice de survaleur. Ainsi, en termes marxistes, le travail reproductif est le travail qui assure la production et la reproduction de la force de travail, et ce à un double niveau : au niveau quotidien et au niveau générationnel. Il garantit donc la stabilité du système capitaliste par la production continue d'une force de travail apte à produire la survaleur, au fondement du profit capitaliste. Si bien qu'il faut comprendre ici le terme de « reproduction » dans un double sens : à la fois reproduction de la force de travail et reproduction du système social.

Néanmoins, contrairement au travail productif salarié, le travail reproductif

ne produit pas directement de survalueur dans le cadre de la famille. En effet, ce n'est pas un travail producteur de valeur d'échange et de survalueur car il est effectué gratuitement, hors du marché, il ne prend pas la forme de marchandise, et n'a donc qu'une valeur d'usage. Cela ne change rien à son caractère central, dans la mesure où de lui dépend indirectement la production de la survalueur. Il est donc central au système capitaliste.

Le fait de penser cette forme de travail en fonction de son rôle dans le système capitaliste (produire et reproduire la force de travail) permet également de voir que, s'il s'effectue encore majoritairement hors des lieux de travail, dans le cadre de la famille, d'autres lieux sont tout aussi centraux dans la production et la reproduction de la force de travail, comme par exemple les cantines, les crèches, les hôpitaux, ou les écoles.

LE CAPITAL EN QUÊTE D'ÉCONOMIES SUR LE TRAVAIL REPRODUCTIF

Enfin, un point essentiel souligné par Lise Vogel est qu'il existe une contradiction inhérente et essentielle au système capitaliste entre la nécessité de produire de la survalueur et la nécessité de produire et reproduire la force de travail sur du court et du long terme. D'un côté, le travail reproductif est pris sur le travail salarié, qui est le seul à produire de la survalueur, mais de l'autre le travail reproductif est nécessaire pour garantir le travail salarié, sur du court et du long terme. C'est pourquoi le capitalisme va tendre à diminuer au maximum ce travail reproductif, et à faire en sorte qu'il soit le moins cher possible. Ainsi, on constate des évolutions dans l'organisation sociale du travail reproductif, qui sont le fruit d'un certain rapport de forces féministe et de classe. Historiquement, on observe trois solutions classiques mises en place par le capitalisme pour économiser le coût reproductif : les femmes, l'État et l'immigration³. Le travail reproductif peut ainsi être effectué gratuitement dans le cadre de la famille par les femmes, soit exclusivement, soit en plus de leur travail salarié. Dans ce cas, le travail reproductif est rémunéré indirectement via les salaires, notamment des maris. Le travail reproductif peut également être externalisé hors de la sphère familiale pour être mutualisé, et donc coûter moins cher, notamment via les services publics. Cela a été en particulier le cas pendant les Trente Glorieuses. Enfin, dans un cadre national

donné, les capitalistes peuvent avoir recours à une force de travail extérieure. Le recours à l'immigration permet ainsi de disposer de travailleurEs dont on n'a pas eu à assurer la production et la reproduction jusqu'à leur venue sur le territoire national.

Une évolution récente du travail reproductif dessine une nouvelle stratégie mise en place pour résoudre la contradiction entre travail productif et travail reproductif. On constate ainsi une « marchandisation » accrue du travail reproductif, qui entre de plus en plus dans la sphère salariée avec le développement du tertiaire et des services à la personne, mais aussi avec le phénomène récent d'« ubérisation ». Des pans entiers du travail reproductif, tant matériels qu'émotionnels, entrent ainsi sur le marché (Uber pour les transports, Deliveroo pour la nourriture, Airbnb pour le logement, mais aussi pour ses « expériences » rémunérées). Même si, dans ce cadre, le travail reproductif peut connaître une forme de dégenrement, et être assuré par des hommes, on constate que les services à la personne demeurent majoritairement effectués par des femmes des classes populaires (car relevant de compétences construites socialement comme féminines) et, parmi elles, nombre de femmes racisées. Or, on constate que ces secteurs sont précisément ceux qui connaissent, en France, un dynamisme fort en termes de lutte depuis ces dernières années, avec beaucoup de grèves victorieuses, comme la grève du nettoyage à ONET ou dans les Holiday Inn.

TROIS CONCLUSIONS STRATÉGIQUES

Les conclusions stratégiques que nous pouvons tirer de cette théorie sont nombreuses. On peut en relever au moins trois principales. Premièrement, elle indique que l'enjeu n'est pas uniquement de porter la grève et les revendications sur le plan du travail salarié traditionnel, mais de les articuler aux différents secteurs du travail reproductif, dans le cadre de la famille, des contrats précaires ou des services publics dont les financements sont en chute libre (pensons à la grève des urgences par exemple). À ce titre, un enjeu central pour nous doit être de construire la grève féministe internationale du 8 mars, portée depuis 2017 par le collectif argentin Ni Una Menos. Cette grève prend une ampleur sans précédent en Amérique latine, en Espagne ou en Suisse. Elle doit être notre

priorité pour l'année prochaine, en montant partout où c'est possible des comités de base pour le 8 mars (lieux de travail, quartiers...), en mobilisant dans les syndicats pour la construire (notamment les syndicats locaux où nous sommes implantéEs), et en articulant les revendications du monde du travail à des enjeux proprement féministes (fin de l'impunité des violences sexistes, extension du délai d'IVG, éducation au genre, PMA pour touTEs, droits des personnes trans...). Bien sûr, il ne faut pas s'arrêter à une grève le jour du 8 mars, ce qui risquerait de l'enfermer dans une routine symbolique, mais c'est néanmoins un premier pas nécessaire pour construire un mouvement féministe qui soit capable d'influencer le mouvement ouvrier et d'amener la lutte des classes sur le terrain de la bataille pour les droits reproductifs.

Deuxièmement, cette théorie montre le rôle central que jouent les personnes racisées, en particulier les femmes de classes populaires, dans l'accomplissement du travail reproductif. Les revendications proprement antiracistes doivent donc être au cœur de notre élaboration.

Enfin, ce que montre cette théorie, c'est la tendance inhérente du capitalisme à sacrifier la reproduction aux nécessités de la production. Or, il s'agit tout aussi bien de la reproduction des travailleurEs, de la société, que du milieu dans lequel nous vivons. Alors que nous vivons une crise écologique sans précédent, dont les effets commencent à se ressentir à une large échelle (la multiplication des épisodes de grande chaleur ont ainsi joué un rôle dans la prise de conscience pour beaucoup de personnes en France), et alors que les mobilisations pour le climat se multiplient et prennent de l'ampleur, il devient plus que jamais nécessaire d'expliquer les raisons de cette catastrophe, et de montrer qu'il n'y aura pas de solutions possibles dans le cadre du capitalisme, ce que commence précisément à faire la théorie de la reproduction sociale. Il ne s'agit donc pas d'en rester à une théorie mais de la transformer en stratégie pour l'action. C'est notre rôle. □

(1) Françoise Vergès, *Un Féminisme décolonial*, Paris, La Fabrique, 2019 ; Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya, Nancy Fraser, *Féminisme pour les 99%. Un manifeste*, Paris, La Découverte, 2019 ; Silvia Federici, *Le Capitalisme patriarcal*, Paris, La Fabrique, 2019.

(2) Tithi Bhattacharya, « What is Social Reproduction Theory », vidéo filmée à Voir Historical Materialism (2017), traduit par nos soins. Voir <https://www.youtube.com/watch?v=Uur-pMk7XjY>.

(3) Merci à Penelope Duggan pour cette formulation synthétique.

Grève des urgences : trop c'est trop

PAR RÉGINE VINON



Photothèque rouge / Martin Noda, Hans Lucas

Entamée à la mi-mars, la grève du personnel soignant des urgences hospitalières s'est rapidement étendue ces dernières semaines, touchant à l'heure où nous écrivons plus de 160 services dans le pays.

Tout le monde savait que les urgences étaient à bout de souffle : on ne compte plus les témoignages des heures d'attente sur les brancards, la souffrance du personnel, incapable, en raison du manque d'effectifs, d'accomplir humainement son travail et de prendre en charge les patientEs. Et sur le sentiment de maltraitance qui les habite. De plan en plan, tous les gouvernements s'en sont pris à ce service public, comme à bien d'autres, au nom des économies nécessaires. En fait, au nom de la nouvelle doxa de rentabilité d'un service public. Les normes comptables du secteur privé sont ainsi adaptées aux services publics, ce qui est bien sûr un non-sens profond, mais surtout une machine à broyer les salariéEs. On le voit en ce moment avec le procès des dirigeants d'Orange (ex France Télécom), qui ont provoqué, avec leurs méthodes de rentabilisation avant la privatisation, la multiplication des arrêts maladie, dépressions, burn-out, quand ce n'est pas suicides.

Oui, tout le monde savait et les dirigeants en premier, puisque ce sont eux qui organisent la casse. Mais ils regardaient le personnel qui se plaignait avec un souverain mépris : on se sou-

vient de Macron en visite dans un hôpital rouennais pendant sa campagne électorale, disant à des infirmières qui réclamaient des moyens : « *Il n'y a pas d'argent magique* » ; et de sa ministre Buzyn, faisant la morale il y a quelques jours aux grévistes : « *Ce n'est pas bien de s'arrêter en maladie* » et « *les problèmes ne vont pas se régler parce que je paie davantage* ».

Or, trop, c'est trop. Macron avait promis qu'il n'y aurait pas d'économies sur l'hôpital pendant le quinquennat, or, pour 2018, il y en a eu 960 millions. Agnès Buzyn annonce qu'elle augmente les moyens des hôpitaux, or ce sont encore 710 millions d'économies qui sont prévus en 2019.

Aux urgences, Macron et sa bande sont tombés sur un os : la ténacité des infirmierEs et aides soignantEs, qui les a conduits à faire ce qu'ils et elles n'avaient jamais fait auparavant : se mettre massivement en arrêt maladie. Auparavant, le personnel gréviste dans les hôpitaux venait travailler avec un brassard « en grève », et restait de ce fait plutôt invisible. Poussés à bout par la morgue gouvernementale, ils et elles ont franchi un pas qui, manifestement, a fait bouger les

choses. Puisque la ministre a lâché quelques maigres concessions : une prime de 100 euros nets pour 30 000 personnes et une somme représentant un demi-poste par service d'urgence, autant dire rien du tout pour les effectifs. C'est bien pourquoi la grève se poursuit. Les grévistes continuent de réclamer 300 euros d'augmentation de salaire ainsi que la création de 10 000 emplois.

Cette grève se situe dans la continuité du mouvement des Gilets jaunes, puisque nombre d'infirmierEs, aides soignantEs, brancardierEs, en faisaient partie depuis le début de la mobilisation. Le mouvement des Gilets jaunes leur a manifestement redonné confiance, l'envie de s'organiser en collectif, afin de contrôler leur mouvement. Même s'ils et elles n'ont pas d'hostilité affichée envers les syndicats, qui leur viennent en aide, comme la CGT ou Sud-santé.

Les revendications des grévistes sont celles de touTEs : augmentation des salaires, des effectifs, amélioration des conditions de travail, arrêt des suppressions de postes ou des licenciements. TouTEs les salariéEs pourraient s'y retrouver.